

RAPPORT



Octobre 2020

Table des matières

1. Causes et circonstances du coup d'Etat du 24 mars 2013	3
1.1 Crise politique post-électorale : montée des tensions internes suite à des élections frauduleuses et à la volonté de faire un 3 ^{ème} mandat.....	3
1.2 Emergence de la Seleka et prise du pouvoir	4
La cristallisation des mécontentements.....	5
Les soutiens extérieurs de la Seleka	6
La stratégie du régime de Bozizé face à la Seleka	7
2. La Seleka au pouvoir ou l'anarchie violente.....	12
2.1 La Seleka ou l'anti-gouvernance.....	13
2.2. La prédation violente	15
3. La chute de Michel Djotodia et la mise en place du gouvernement de transition	16
3.1 Difficile intervention de maintien de la paix	16
3.2 Mise en place d'un nouveau gouvernement de transition et échec du premier accord de paix	17
3.3 L'évolution des groupes armés en 2014.....	20
La fragmentation de l'ex-Seleka	20
L'émergence des groupes armés anti-Seleka	21
Analyse du mouvement anti-balaka.....	28
Annexes	36

1. Causes et circonstances du coup d'Etat du 24 mars 2013

1.1 Crise politique post-électorale : montée des tensions internes suite à des élections frauduleuses et à la volonté de faire un 3^{ème} mandat

1. Le 23 janvier 2011 ont eu lieu les élections législatives et présidentielles. Le président Bozizé a été réélu au premier tour avec 64% des suffrages et la majorité des voix dans 14 des 16 préfectures du pays à l'issue d'un scrutin frauduleux. 26 des 35 députés élus au premier tour des élections législatives appartiennent à son parti, le Kwa Na Kwa (KNK).¹ Lui-même (en contradiction avec l'article 23 de la constitution) et plusieurs membres de sa famille (son épouse, son frère aîné, deux de ses enfants et son neveu, le colonel Sylvain Ndoutingai) font partie de ces 26 heureux élus. L'opposition est, à l'inverse, en déroute totale : hormis Martin Ziguélé, ses ténors sont exclus du second tour des législatives qui a eu lieu le 27 mars 2011 et un seul député de l'opposition est élu au premier tour. Sur les 105 sièges de l'Assemblée nationale, 61 ont été remportés par le KNK et les candidats indépendants ont obtenu 26 sièges. Des partis historiques comme le Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAN) et le Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC) n'ont obtenu qu'un siège chacun. L'UE qui n'a pas envoyé de mission d'observation électorale mais simplement une équipe d'experts chargée d'une analyse a posteriori des élections a conclu à une fraude massive et maladroite.² Non seulement le président Bozizé s'est fait élire au premier tour mais il a aussi évincé de l'arène parlementaire les principaux dirigeants de l'opposition, la mettant définitivement hors-jeu pour son second mandat. En ne laissant qu'une place symbolique à l'opposition parlementaire, le pouvoir privait les opposants des ressources parlementaires et leur indiquait que la lutte armée était la seule méthode d'alternance – comme l'a prouvé la réactivation des groupes armés qui a été la réponse à la monopolisation du pouvoir. Certains partis d'opposition ont formé un Front pour l'annulation et la reprise des élections, parmi lesquels Martin Ziguélé du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), Louis Pierre Gamba et Emile Gros Raymond Nakombo du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) et Nicolas Tiangaye (coordonnateur du Collectif des Forces de Changement), etc.³
2. Face au mécontentement de l'opposition et aux pressions de ses relais étrangers, le président Bozizé a organisé une rencontre avec les chefs des partis d'opposition. Idriss Déby a été sollicité par l'opposition pour persuader le président Bozizé de rencontrer l'opposition.⁴ Ce dernier l'a fait en mai 2012 en réunissant les chefs de partis d'opposition et en promettant l'ouverture d'un nouveau « dialogue politique inclusif » comme en 2008. Ce fut une nouvelle promesse creuse⁵ et l'opposition le réclamait encore au début de l'offensive de la Seleka à la fin de l'année 2012.

¹ En langue sango, Kwa Na Kwa signifie « le travail rien que le travail ».

² Le rapport de ces experts a fuité peu de temps après les résultats.

³ Centrafrique-Press.com, Centrafrique : L'opposition crée un front pour l'annulation et la reprise des élections de 2011, 7 mars 2011 (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-centrafrique-l-opposition-cree-un-front-pour-l-annulation-et-la-reprise-des-elections-de-2011-68770201.html>).

⁴ Centrafrique-Press.com, Idriss Déby Itno invite le pouvoir de Bangui à dialoguer avec son opposition, 8 mai 2012 (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-idriss-deby-itno-invite-le-pouvoir-de-bangui-a-dialoguer-avec-son-opposition-104775283.html>).

⁵ Un premier dialogue national avait été organisé après le putsch de Bozizé en 2003 puis un second en 2008. La promesse d'un gouvernement inclusif faite par Bozizé lors du dialogue de 2008 ne s'est jamais matérialisée. Bozizé avait déclaré qu'il allait faire le dialogue « à son rythme ».

3. En outre, l'après-élection a été marquée par le resserrement de l'emprise tribalo-familiale de Bozizé sur les principaux leviers du pouvoir (les services de sécurité et les administrations financières).⁶ Dès 2012, la rumeur des velléités de révision de la constitution pour permettre un troisième mandat au président Bozizé - comme cela avait déjà été fait dans de nombreux pays africains - s'est répandue et a provoqué des ressentiments jusque dans les rangs du KNK. Tombés en disgrâce car opposés à une révision constitutionnelle du fait de leurs propres ambitions, ceux que l'on surnommait « les demi-dieux de Bangui », Sylvain Ndoutingaï qui avait été ministre de 2003 à 2012 et Firmin Findiro qui était ministre de la Justice, ont été limogés de leurs postes au milieu de l'année 2012 (Sylvain Ndoutingaï était alors ministre des Finances) et ont quitté la Centrafrique en catimini cette année-là.⁷ Le pourrissement du régime était évident pour tout le monde, sauf le président Bozizé.

1.2 Emergence de la Seleka et prise du pouvoir

4. C'est dans ce contexte de mécontentement interne post-électoral que la Seleka a émergé en 2012, soit un an seulement après l'élection frauduleuse. Après avoir envoyé un émissaire qui a attendu vainement à Bangui une rencontre avec le président Bozizé dans le but d'établir un dialogue, la Seleka a déclenché une offensive le 10 décembre 2012 par la prise de la localité de Ndélé. Puis les prises des villes se sont succédées très rapidement : Bamingui le 15 décembre suivie de Bria le 18 décembre et Kabo le 19 décembre, puis Kaga Bandoro et Bambari (la troisième ville du pays et la principale agglomération sur la route entre le Nord-Est et Bangui). En seulement 10 jours et faute de résistance, la Seleka s'est retrouvée à Sibut, une localité située à une centaine de kilomètres de la capitale à la fin du mois de décembre 2012.
5. La Seleka signifie « alliance » en sango et son nom traduit bien sa genèse. Lors de sa création en 2012, il s'agissait d'une alliance entre 4 groupes armés préexistants :
- Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dirigée par Michel Djotodia,
 - Convention des patriotes pour la justice et la paix fondamentale (CPJP) dirigée par Nourredine Adam,
 - Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dirigé par Martin Koumtamadjé alias Abdulaye Miskine,
 - Convention patriotique du salut du Kodro (CPSK) dirigée par Mohamed-Moussa Dhaffane.
6. La participation du FDPC à cette alliance a été éphémère puisqu'Abdoulaye Miskine n'était pas impliqué dans l'assaut final contre le régime de François Bozizé, en mars 2013. En revanche, des miliciens peuls du FPR de Baba Laddé arrêté en 2012 ont rejoint discrètement la Seleka sous la conduite d'un lieutenant de Baba Laddé, Ali Darassa.
7. Avant leur alliance, ces groupes opéraient indépendamment les uns des autres et certains étaient même rivaux (l'UFDR et la CPJP). Les combattants de la Seleka appartenaient à des ethnies du nord-est du pays (Goula, Rounga, Sara, Kara, Peul, etc.) qui évoluent aux frontières

⁶ International Crisis Group, République centrafricaine : les urgences de la transition, 11 juin 2013 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-priorities-transition>).

⁷ Jeune Afrique, Centrafrique- Sylvain Ndoutingaï : « je n'ai jamais voulu renverser Bozizé », 4 juin 2013. (<https://www.jeuneafrique.com/170453/politique/centrafrique-sylvain-ndoutingae-je-n-ai-jamais-voulu-renverser-boziz/>)

du Tchad, de la RCA et du Soudan et dont les aires de peuplement sont transfrontalières. Les gardes du parc de Bamingui-Bangoran financés par l'Union Européenne ont rejoint la Seleka avec leurs armes (comme par exemple, Abdelkani, comzone de Ndele) et des collecteurs de diamants ont aussi grossi les rangs de la Seleka (comme par exemple, Abdulaye Hissène, leader de la CPJP, et Abakar Zakaria, chef d'état-major de la CPJP).

8. S'y ajoutaient des combattants tchadiens et soudanais stricto sensu, notamment du Darfour tel que Moussa Assimeh de la tribu nomade arabe des Rezeigat et chef de milice Janjawid.⁸ Ce dernier – un chef de guerre soudanais qui a participé à la prise du pouvoir par la Seleka en mars 2013 – a quitté Bangui le dimanche 20 octobre 2013 pour le Soudan avec une partie de ses hommes, une médaille et un pécule. Parmi les Tchadiens, il y avait des ex-libérateurs.⁹
9. Le Nord-Est étant majoritairement une région musulmane, les combattants de la Seleka l'étaient aussi. Cependant après la prise de Bangui, elle a recruté largement dans la capitale, beaucoup de jeunes urbains se présentant spontanément dans l'espoir d'une bonne rémunération. Il y a donc eu ainsi des poches de Seleka non-musulmans dans un mouvement dont la majorité des combattants étaient musulmans. Parmi ces « Seleka de Bangui », certains n'ont pas fui la capitale en 2014 après l'entrée de l'armée française.

La cristallisation des mécontentements

10. La Seleka a été le « consortium des mécontents »¹⁰ comme le signalent leurs revendications exprimées dans le communiqué de presse du 12 décembre 2012. L'émergence de la Seleka est la conséquence directe de :
 - la crise politique post-électorale qui a affaibli le régime
 - la marginalisation politique, économique et sociale du Nord-Est
 - le non-règlement du problème des groupes armés du Nord-Est
 - la vengeance des ex-libérateurs¹¹ et des collecteurs de diamants consécutive à l'opération Closing Gate (2008) qui a frappé les milieux diamantaires dans la zone de Bria¹²
11. Les dirigeants, les composantes et les revendications initiales de la Seleka, appartiennent depuis longtemps au paysage politico-sécuritaire centrafricain.¹³ En effet, le désarmement des

⁸ Entretien de l'auteur avec [REDACTED] Bangui, mars 2013. RFI, Centrafrique: retour au Soudan du général Moussa Assimeh ex-Seleka, 21 octobre 2013, (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20131021-rca-centrafrique-general-moussa-assimeh-ex-seleka-retour-soudan>).

⁹ Sur la notion d'« ex-libérateurs », voir la fin du rapport.

¹⁰ Expression emprunté au rapport de International Crisis Group : République centrafricaine : les urgences de la transition, 11 juin 2013 (<https://www.crisisgroup.org/fr/afrika/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-priorities-transition>).

¹¹ Voir la section à la fin du rapport.

¹² L'opération Closing Gate consistait à fermer le marché du diamant au profit de quelques acheteurs proches de la présidence en sanctionnant de nombreux négociants et maisons d'achat avec de lourdes amendes et la saisie de leurs marchandises. Sur l'opération Closing Gate : International Crisis Group, De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine, 16 décembre 2010 (<https://www.crisisgroup.org/fr/afrika/central-africa/central-african-republic/dangerous-little-stones-diamonds-central-african-republic>). Entretien avec [REDACTED] Bangui, 2013.

¹³ Les principaux acteurs de la Seleka avaient déjà une carrière de rebelles avant de former cette coalition et de prendre Bangui : Mohamed Moussa Daffane et Abdulaye Hissene étaient des dirigeants de la CPJP, Nourredine

combattants des groupes armés du Nord-Est était prévu depuis les accords de Libreville en 2008¹⁴ mais n'a jamais eu lieu par manque de volonté politique du régime en place. Après cet accord, il n'y a plus eu d'affrontements entre les forces gouvernementales et les groupes armés mais ces derniers n'ont pas été démantelés et ont donc continué d'occuper certaines zones et d'y régner en maîtres.¹⁵ Ces miliciens espéraient toucher les bénéfices du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) mais seule l'Armée populaire pour la restauration de la république et la démocratie (APRD, un groupe armé de la région de Paoua dans l'Ouham-Pende) a bénéficié d'un début de DDR en 2012. Par ailleurs, les rebelles de la Seleka étaient en grande majorité originaires du Nord-Est du pays, une région géographiquement reculée, historiquement marginalisée et quasiment vide de services publics. Le manque de gouvernance étatique dans les régions périphériques de la Vakaga, du Bamingui-Bangoran et de la Haute Kotto, la perméabilité des frontières et les trafics en tous genres ont créé un terreau favorable à la darfourisation du Nord-Est de la RCA et au développement de groupes armés depuis 2006.

Soutiens extérieurs de la Seleka

12. La Seleka a reçu un soutien du Tchad qui considère le nord de la Centrafrique comme son arrière-cour stratégique notamment du fait du risque d'implantation de groupes armés de l'opposition tchadienne et de ses ressources pétrolières. Ce soutien a été noté particulièrement lors de l'avancée de la Seleka sur Bangui en mars 2013. A cette époque, la Mission de consolidation de la paix de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale en République centrafricaine (MICOPAX) s'était positionnée entre la Seleka et les FACA, qui gardaient l'entrée de la capitale, et avait fixé une ligne rouge à ne pas franchir pour la Seleka. Plus précisément, un contingent tchadien de la MICOPAX contrôlait l'accès à la capitale en étant basé à Damara. Ce contingent a sympathisé avec les combattants de la Seleka et ne s'est pas opposé à leur avancée quand ils ont décidé de marcher sur Bangui. De plus, pendant l'occupation de Bangui par la Seleka en 2013, il y a eu de nombreux signes de proximité entre les militaires tchadiens et la Seleka. Ils se rencontraient, par exemple, fréquemment au PK5, le grand marché de Bangui. La proximité entre la Seleka et le régime tchadien est apparue en 2013 et 2014 avec la présence de responsables sécuritaires tchadiens aux côtés de la Seleka (nomination de Mahamat Bahar, général de l'armée tchadienne, à la tête des renseignements militaires par le pouvoir sélékiste le 17 avril 2013 et qui a quitté Bangui le 26 janvier 2014 avec d'autres commandants de la Seleka ;¹⁶ présence du général Saleh Djiddi et du colonel Redouane, respectivement directeur général et officier supérieur de l'Agence Nationale de Sécurité, au congrès de la Seleka organisé à Ndélé en mai 2014, etc.).

Adam avait appartenu à la CPJP avant de faire scission et de créer la CPJP Fondamentale, Michel Djotodia, Abakar Sabone et Zakaria Damane étaient des dirigeants de l'UFDR et Abdulaye Miskine avait commencé à se faire connaître comme homme de main du président Patassé.

¹⁴ Signé sous l'égide d'Omar Bongo, le président de la République gabonaise, l'accord de Libreville de 2008 était un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et les principaux groupes armés qui sévissaient dans le nord-est du pays (FDPC, APRD et UFDR).

¹⁵ [REDACTED]

¹⁶ L'Express, Centrafrique: le casse-tête banguissois, 28 janvier 2014.

(https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-le-casse-tete-banguissois_1318045.html)

13. La Seleka a aussi reçu un soutien logistique de la part du Soudan. Outre l'origine des véhicules, armes et munitions retrouvées en possession de la Seleka,¹⁷ plusieurs avions soudanais ont effectué des livraisons à Bangui et évacué des blessés de la Seleka en 2013.¹⁸ Michel Djotodia avait profité de son ancienne position comme consul de Centrafrique à Nyala, la capitale du Sud Darfour, pour nouer des contacts avec les services de renseignements soudanais et différents groupes armés soudanais dès l'époque de l'UFDR. Il a réactivé ses contacts en 2012, ce qui explique la participation de miliciens soudanais et de Moussa Assimeh, commandant haut gradé des milices Janjawid au Darfour, à la Seleka.
14. « La Seleka est donc une coalition très hétérogène de combattants centrafricains et étrangers dont le seul point commun est d'être majoritairement musulmans. »¹⁹

Stratégie du régime de Bozizé face à la Seleka

15. Face à la menace de la Seleka et aux pressions extérieures, la réaction du régime de Bozizé a été de gagner du temps, de mobiliser la jeunesse, de rechercher des soutiens sécuritaires extérieurs et de réprimer à Bangui.
16. Soumis à de multiples pressions diplomatiques (UA, CEEAC notamment), le président de la République centrafricaine, François Bozizé, a accepté le dialogue avec la Séléka à Libreville, promis un gouvernement d'union nationale et affirmé qu'il ne se présenterait pas à sa propre succession en 2016. Simultanément il a recherché de l'aide militaire dans de nombreuses directions (Afrique du Sud, Nigeria, Ouganda, Angola, Guinée Equatoriale, France, Etats-Unis, etc.).²⁰ Lui ont répondu positivement quelques prestataires privés et le gouvernement d'Afrique du Sud. Plusieurs aller-et-retours ont eu lieu entre Bangui et Pretoria à la fin 2012 afin de réactiver un accord de coopération militaire signé par Thabo Mbeki en 2007 et tombé en désuétude. Jean-François Bozizé, alors ministre centrafricain de la Défense, s'est rendu à Pretoria en décembre 2012 et des troupes sud-africaines (environ 200) ont été déployées en janvier 2013 en vertu de l'accord de coopération militaire de 2007. Une partie des troupes sud-africaines envoyées en renforts ont été installées au PK12 à l'Ecole nationale de la police. Du côté des prestataires privés de sécurité, une équipe est venue remettre en état et utiliser au combat l'un des 2 MI-24 acquis en Ukraine.²¹ De plus la société EHC LLC à travers le général Perez (ancien

¹⁷ Conflict Armament Research, Non-state armed groups in the Central African Republic, janvier 2015. (https://www.conflictarm.com/car_publications/NONSTATE_ARMED_GROUPS_IN_CENTRAL_AFRICAN_REPUBLIC.pdf)

¹⁸ RFI, Centrafrique: un rapport confirme le soutien du Soudan à la Seleka, 19 janvier 2015, (<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20150119-rapport-armes-rca-appui-soudan-seleka>) et Jeune Afrique, Centrafrique : le Soudan a-t-il armé les ex-Séléka ? 17 décembre 2013, (<https://www.jeuneafrique.com/166718/politique/centrafrique-le-soudan-a-t-il-arm-les-ex-s-l-ka/>)

¹⁹ International Crisis Group, République centrafricaine : les urgences de la transition, 11 juin 2013 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-priorities-transition>).

²⁰ Le Point, Centrafrique : Bozizé veut rencontrer Hollande, 30 décembre 2012 (https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-bozize-promet-un-gouvernement-d-union-nationale-30-12-2012-1607136_24.php).

²¹ Centrafrique-Presse.com, Bozizé a réussi à se procurer deux hélicoptères de combat ukrainiens MI-24, 7 juillet 2011 (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-bozize-a-reussi-a-se-procurer-deux-helicopteres-de-combat-ukrainiens-mi-24-78808754.html>).

conseiller militaire chargé de la garde de François Bozizé, à Bangui de 2003 à 2006, puis passé dans le secteur privé) fournissait des services privés de sécurité. Il a notamment envoyé du personnel faire de la formation pour les FACA.²² Le 2 janvier 2013, François Bozizé a limogé le ministre délégué chargé de la Défense, son propre fils Jean-François Bozizé, ainsi que le chef d'état-major, Guillaume Lapo. En s'attribuant le poste de ministre de la Défense, le président centrafricain a pris directement en main la direction de l'appareil sécuritaire.

17. A Bangui, comme il l'avait déjà fait au début du siècle,²³ le président, qui a constaté l'inaction des FACA face à l'avancée des rebelles, a encouragé la création de milices qui devaient être des suppléments de son régime : le Comité d'organisation des actions citoyenne (COAC) dirigé par Steve Yambété et la Coalition Citoyenne d'Opposition aux Rebellions Armées (COCORA) dirigée par Levy Yakété, conseiller à la présidence pour la jeunesse en 2012 qui a été sanctionné par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 2014 pour son implication dans le mouvement des anti-balaka.²⁴ Il s'agissait d'organiser les jeunes de Bangui en groupes d'auto-défense pour surveiller leurs quartiers respectifs et prévenir l'infiltration de miliciens de la Seleka en ville.²⁵ Les jeunes de la COCORA mirent en place des barrages dans les quartiers et harcelèrent des « proches de la Seleka », i.e des familles originaires du Nord-Est qui vivaient à Bangui.²⁶ Ils reçurent des machettes détournées d'un projet de coopération agricole chinois, ce qui a provoqué des protestations de l'ambassade de Chine.²⁷ La COCORA soutenait donc les efforts du gouvernement quant au maintien de la sécurité à l'intérieur de Bangui et lui servait de moyen de pression populaire. Les membres de la COCORA ont ainsi organisé plusieurs marches de soutien au gouvernement dont une manifestation violente devant l'ambassade de France et d'autres représentations diplomatiques le 26 décembre 2012 pour réclamer leur soutien

²² Ouest-France, Centrafrique: la discrète présence de la firme EHC et de son président, le général Perez, 27 décembre 2012 (<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2012/12/27/centrafrique-la-discrete-presence-de-la-firme-ehc-et-de-son.html>).

²³ Fin 2001, après avoir été relevé de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée centrafricaine par Patassé, François Bozizé avait armé des milices de jeunes dans les quartiers nord de Bangui à Boy-Rabe, Fouh et à Gobongo.

²⁴ Agence Centrafricaine de Presse, Levi Yakété crée la coalition citoyenne d'opposition aux rebellions armées (Cocora), 22 décembre 2012 (https://www.acap.cf/Levi-Yakete-cree-la-coalition-citoyenne-d-opposition-aux-rebellions-armees-Cocora_a5086.html).

²⁵ Dans une interview accordée juste avant le putsch de la Seleka, le président Bozizé a décrit la formation de ces milices de jeunes à Bangui comme une réaction d'auto-défense spontanée. Cependant interrogé sur leur armement, il laisse entendre qu'il a joué un rôle dans leur mobilisation :

« Mais ces gens sont armés, c'est dangereux ! » (journaliste),

« Quelles armes ? Des armes blanches, des machettes peut-être. Mais nous n'avons distribué aucune arme à feu. » Jeune Afrique, Centrafrique : la dernière interview de François Bozizé avant sa chute, 27 mars 2013. (<https://www.jeuneafrique.com/137922/politique/centrafrique-la-derniere-interview-de-fran-ois-boziz-avant-sa-chute/>).

²⁶ Le Figaro, Centrafrique: le réveil des antagonismes religieux, 6 janvier 2013 (<https://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/01/06/10001-20130106ARTFIG00181-centrafrique-le-reveil-des-antagonismes-religieux.php>).

²⁷ Centrafrique-Presse.com, L'ambassade de Chine à Bangui proteste contre le détournement de ses dons de machettes, 16 janvier 2013 (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-l-ambassade-de-chine-a-bangui-proteste-contre-le-detournement-de-ses-dons-de-machettes-114435310.html>).

militaire au gouvernement centrafricain.²⁸ Une fois le gouvernement issu de l'accord de Libreville en place, la COCORA a pris position contre ce dernier.²⁹

18. Lors de discours publics et privés, Bozizé et son entourage (y compris Josué Binoua, ministre de l'Administration territoriale)³⁰ ont mis en avant la « menace islamiste » pesant sur la RCA et appelé la population à se mobiliser pour y faire face. L'ex-président Bozizé est donc à l'origine de la rhétorique des leaders anti-balaka sur l'invasion de la RCA par les musulmans du Nord et les « mercenaires islamistes étrangers » (c'est-à-dire les Tchadiens et Soudanais de la Seleka). Dans son discours prononcé en sango le 28 décembre 2012, l'ancien président a exhorté les Centrafricains à résister et leur demande « d'être leurs propres vigiles, de sortir les flèches et les machettes pour défendre leurs localités »³¹ et, dans son message de vœux du 31 décembre 2012, il aurait dit « Les diables se sont réveillés ». ³² Dans un entretien accordé en exil en août 2013, il a souligné « l'islamisation rampante de la Centrafrique qui en fait une bombe à retardement » et le fait que « la Seleka persécute les chrétiens ». ³³ La mise en avant d'une menace islamiste dans son discours correspondait à la fois à une stratégie de mobilisation externe (attirer le soutien de Paris et de Washington) et interne (le thème du risque d'islamisation de la Centrafrique est une ancienne idée qui revient périodiquement dans les débats publics et renvoie à la position médiane de la RCA entre l'Afrique musulmane, le Sahel, et l'Afrique chrétienne et animiste, l'Afrique centrale). ³⁴
19. L'accord de Libreville signé le 11 janvier 2013 a consacré comme sortie de crise un partage du pouvoir entre la Seleka, la majorité présidentielle et l'opposition démocratique. Il a été bâclé en une semaine de négociations à peine menées par la CEEAC, compte-tenu de son mandat régional de paix et de sécurité et du déploiement de sa force de maintien de la paix en Centrafrique depuis plusieurs années (la MICOPAX). Cet accord prévoyait la constitution d'un gouvernement « d'union nationale » avec la participation du KNK, de l'opposition démocratique et des rebelles de la Seleka jusqu'aux élections de 2016. Ce gouvernement fut annoncé le 3 février 2013 conformément au partage tripartite du pouvoir acté à Libreville : Bozizé restait président, l'opposition démocratique obtenait le poste de premier ministre (Nicolas Tiangaye) et les deux vice-premiers ministres étaient Michel Djotodia (Seleka) et le colonel Anicet Parfait

²⁸ François Bozizé a expliqué que cette manifestation avait dégénéré sous l'effet de la frustration des jeunes. Jeune Afrique, Centrafrique : la dernière interview de François Bozizé avant sa chute, 27 mars 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/137922/politique/centrafrique-la-derni-re-interview-de-fran-ois-boziz-avant-sa-chute/>).

²⁹ RFI, En RCA, la Cocora annonce qu'elle va durcir son action, 3 mars 2013 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130303-rca-cocora-action-demission-centrafrique-gouvernement-centrafrique-bozize-zuma>).

³⁰ Le Figaro, Bangui: "les rebelles, des mercenaires", 3 janvier 2013 (<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/03/97001-20130103FILWWW00391-banguiles-rebelles-sont-des-mercenaires.php>).

³¹ Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, « L'imbroglie centrafricain, Etat, rebelles et bandits », Afrique Contemporaine, N° 248, 2013/4.

³² Jeune Afrique, Centrafrique : peut-on sauver le soldat Bozizé ? 14 janvier 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/138736/politique/centrafrique-peut-on-sauver-le-soldat-boziz/>).

³³ RFI, François Bozizé : « Tôt ou tard, je reviendrai », 16 août 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/136523/politique/fran-ois-boziz-t-t-ou-tard-je-reviendrai/>).

³⁴ En leur temps, la conversion du président Bokassa à l'islam et l'intérêt de Kadhafi pour la Centrafrique ont aussi alimenté cette idée. Richard Filakota, Le renouveau islamique en Afrique noire, L'exemple de la Centrafrique, L'Harmattan, 2009 et International Crisis Group, les racines de la violence, 21 septembre 2015 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-roots-violence>).

Mbaye (majorité présidentielle). Alors que Bozizé avait dû négocier sous pression à Libreville, le gouvernement d'union nationale nommé par décret le 3 février 2013 comprenait 33 membres et reflétait le maintien de la mainmise du clan Bozizé. Bien que la Seleka ait obtenu un poste de vice-premier ministre, le ministère de la Défense et quatre autres portefeuilles, le président avait réussi à conserver une grande partie des ministères régaliens dont la Justice (Jacques Mbooso), les Affaires étrangères, l'Intégration africaine et la Francophonie (colonel Anicet Parfait Mbaye) et le ministère de la Sécurité, de l'Immigration et de l'Ordre public (Josué Binoua). Par ailleurs, le ministère des Mines était scindé en deux : « la géologie, la recherche minière et l'hydraulique » d'un côté et « le développement des projets miniers et énergétiques » de l'autre, qui revenait au KNK. Prudemment, le président Bozizé avait positionné des hommes de confiance à des portefeuilles stratégiques à l'instar de Patrice-Edouard Ngaïssona, député du KNK nommé ministre des Sports et de la Jeunesse, un poste qui servait traditionnellement à instrumentaliser les organisations de jeunes à des fins politiques. Le ministre des Sports et de la Jeunesse étant l'interlocuteur des organisations de jeunes (directement et par l'intermédiaire du Conseil National de la Jeunesse qui a des antennes dans toutes les préfectures), il jouait de son influence pour s'assurer de la participation de ces organisations aux cérémonies officielles, aux rassemblements du parti au pouvoir et il s'efforçait d'en faire des relais d'opinion favorables au régime, notamment en période électorale.

20. L'accord politique était accompagné d'un accord de cessez-le-feu, une déclaration de principe signée par les différents protagonistes ainsi qu'une décision confiant à la MICOPAX le suivi du cessez le feu et de l'accord politique. L'accord de sortie de crise maintenait Bozizé dans ses fonctions jusqu'aux prochaines élections présidentielles de 2016 mais l'empêchait de briguer un troisième mandat qui aurait nécessité une modification de la Constitution. Quant à l'Assemblée nationale à forte coloration KNK, elle était maintenue mais neutralisée jusqu'aux prochaines élections législatives anticipées prévues au début de l'année 2014. En effet, afin d'éviter le blocage de l'action gouvernementale, l'Assemblée devait voter en l'état les projets de lois gouvernementaux les plus urgents, à savoir la révision du code électoral, la loi de finances et la réorganisation des forces armées. L'accord de Libreville définissait aussi l'ordre du jour du gouvernement de transition, qui devait s'atteler au DDR, aux réformes du secteur de la sécurité, de la justice, de l'administration du territoire et aux « réformes économiques et sociales ».
21. Le 24 mars, après avoir franchi sans accrochage la ligne rouge de la MICOPAX à Damara et défait les militaires sud-africains qui défendaient l'entrée de Bangui, la Seleka a pris la capitale, chassant le président Bozizé et son entourage qui se sont réfugiés au Cameroun (dont Levy Yakété et Patrice-Edouard Ngaïssona).³⁵ La rupture de l'accord de Libreville et la prise du pouvoir par les rebelles s'expliquent par quatre facteurs :
 - La volonté du président Bozizé de reprendre la main et de ne pas respecter ses engagements pris à Libreville
22. De février à mars 2013, le clan présidentiel a multiplié les provocations et indiqué qu'il mènerait une politique de blocage de la transition. Le président Bozizé a, par exemple, fêté les dix ans de sa prise de pouvoir le 15 mars 2013 en organisant une réunion publique à Bangui et en

³⁵ Une partie de sa famille a été exfiltrée par la RDC, en franchissant le fleuve Oubangui, et a gagné Kinshasa. Jeune Afrique, Centrafrique : récit exclusif de la chute de Bozizé, 5 avril 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/137861/politique/centrafrique-r-cit-exclusif-de-la-chute-de-boziz/>).

exhortant les jeunes à résister face à la Seleka. Peu avant cette réunion, il a déclaré à un organe de presse : « je reste le patron ». ³⁶ En complète rupture avec les engagements pris à Libreville, Bozizé a aussi déclaré qu'il faudrait le battre dans les urnes en 2016 pour qu'il quitte le pouvoir, annonçant de fait sa future candidature. De même il avait imposé certains de ses proches réputés pour être des faucons dans le gouvernement de transition (c'est-à-dire des partisans d'une politique intransigeante à l'égard de la Seleka et de l'opposition démocratique), tardait à libérer les prisonniers politiques et reconstituait ses forces militaires (le 19 mars, il a effectué une visite-éclair en Afrique du Sud à cette fin).

- La paralysie sécuritaire du régime

23. L'armée s'était déjà montrée incapable de s'opposer à l'avancée de la Seleka en décembre 2012. Sous-équipée, sous-encadrée et démotivée, celle-ci n'était plus en état de combattre malgré les achats d'armes de dernière minute dont certaines n'ont même pas été distribuées aux militaires. Les rebelles de la Seleka ont très vite pris conscience de leur ascendant militaire.

- Le mécontentement des commandants militaires de la Seleka à l'égard de l'accord de Libreville

24. La prise de Bangui a fait suite au « kidnapping » des ministres de la Seleka par la Seleka ! Le 18 mars 2013, les cinq ministres de la Seleka se sont rendus à Sibut pour des consultations avec les commandants militaires et ils ne sont plus revenus à Bangui. Ce quiproquo reflétait les dissensions internes à la Seleka entre la branche politique (Michel Djotodia et les ministres selekistes) et les commandants militaires qui ont à l'époque reproché à Michel Djotodia d'avoir signé trop vite à Libreville, de ne pas les avoir suffisamment consultés et d'avoir négligé leurs intérêts (intégration dans l'armée et libération des prisonniers). ³⁷ D'après le colonel Narkoyo, porte-parole militaire de la Seleka, « ils [les ministres issus de la Seleka] n'ont plus leur mot à dire. Ils ont été au gouvernement, ils ont travaillé et rien n'a changé. C'est la base qui décide, c'est le général Issa [Issaka] qui est le chef d'Etat-major qui dirige ». ³⁸

- L'épuisement des soutiens régionaux de Bozizé

Lors de la réunion de Libreville, l'ex-président Bozizé a été sermonné par ses pairs de la région qui l'ont forcé à accepter un partage du pouvoir et lui ont reproché de ne pas avoir ouvert de dialogue avec l'opposition. Sa volonté de reprendre la main et de ne pas respecter ses engagements de Libreville les ont convaincus de le laisser tomber. Il a, de plus, refusé en mars la médiation du Congo-Brazzaville et demandé à l'Union Africaine de désigner un nouveau médiateur. ³⁹ Après avoir arrêté la Seleka en décembre en ouvrant une négociation, la région incarnée par la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), a accepté la fin

³⁶ Jeune Afrique, Centrafrique : la dernière interview de François Bozizé avant sa chute, 27 mars 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/137922/politique/centrafrique-la-derni-re-interview-de-fran-ois-boziz-avant-sa-chute/>).

³⁷ Deutsche Welle, Le gouvernement centrafricain déjà contesté, 4 février 2013 (<https://www.dw.com/fr/le-gouvernement-centrafricain-d%C3%A9j%C3%A0-contest%C3%A9/a-16574058>).

³⁸ International Crisis Group, République centrafricaine : les urgences de la transition, 11 juin 2013 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-priorities-transition>).

³⁹ Jeune Afrique, Centrafrique : récit exclusif de la chute de Bozizé, 5 avril 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/137861/politique/centrafrique-r-cit-exclusif-de-la-chute-de-boziz/>).

du régime de Bozizé par les armes. La MICOPAX déployée par la CEEAC ne s'est pas interposée lors de l'avancée des rebelles et ce nouveau coup d'Etat a présenté de nombreuses similitudes avec la prise de Bangui en 2003. A l'époque, c'est Bozizé qui avait bénéficié du consentement implicite des pays de la région et notamment du Tchad pour renverser le régime de son prédécesseur, Ange Félix Patassé.

2. La Seleka au pouvoir ou l'anarchie violente

25. Le 25 mars 2013, Michel Djotodia a suspendu la constitution et annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, prévoyant de légiférer par ordonnance. Bien qu'elle soit apparue initialement comme juste « un putsch de plus » dans un pays qui en a connu beaucoup depuis son indépendance, l'arrivée au pouvoir de la Seleka a créé un profond changement de paradigme politique qui a conduit à l'embrasement de la fin 2013/début 2014 et à la chute de Michel Djotodia le 10 janvier 2014.⁴⁰ Par ailleurs, l'autre facteur explicatif de cet embrasement est l'inefficacité de la CEEAC. Conformément à son mandat de paix et de sécurité régionale, la CEEAC a été le gestionnaire de la crise centrafricaine toute l'année 2013, sans pour autant être à la hauteur de sa mission.
26. Concernant le changement de paradigme politique, la répartition tripartite du pouvoir actée à Libreville a dû être modifiée : Seleka et opposition démocratique ont continué à être représentées au gouvernement mais la majorité présidentielle a été remplacée par la société civile.⁴¹ Reconduit dans ses fonctions par Michel Djotodia sous pression des acteurs internationaux, Nicolas Tiangaye a insisté pour que toutes les tendances de la vie politique soient représentées au gouvernement. En pratique, cela s'est traduit par l'entrée au gouvernement de personnalités avec un profil d'expert dans leur domaine (par exemple, Arsène Sendé, magistrat, est devenu ministre de la Justice ; l'ancien ambassadeur de Centrafrique aux Nations unies, Charles Armel Doubane, est devenu ministre des Affaires Etrangères ; Marie-Noëlle Koyara, ex-cadre de la FAO et actuellement ministre de la Défense, est devenue ministre du Développement rural, etc.).
27. Par ailleurs, alors que le clanisme et le régionalisme étaient pratiqués par les régimes précédents, les gouvernements Tiangaye 2 (31 mars) et 3 (12 juin) qui se sont succédés au cours de l'année 2013 comportaient en leur sein un grand nombre de ressortissants de la Vakaga et du Bamingui Bangoran, deux régions du Nord-Est à majorité musulmane. C'est à cette époque que la modeste élite musulmane centrafricaine est véritablement entrée au gouvernement ainsi que quelques commandants militaires de la Seleka. Des personnalités proches de la Seleka et de Michel Djotodia se sont retrouvées aux postes clés : Gontran Djono au pétrole, Nouredine Adam, chef de la rébellion de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), à la Sécurité, Mohamed Moussa Dhaffane aux Eaux et Forêts, Abdoulaye Hissène (CPJP) au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Christophe Gazam Betty à la Communication et le président, Michel Djotodia, a assumé également la charge de ministre de la Défense. Les équilibres géo-ethniques et confessionnels traditionnels du pouvoir centrafricain ont été

⁴⁰ La Seleka a été de facto au pouvoir du 24 mars 2013 jusqu'à la démission du président Michel Djotodia le 10 janvier 2014.

⁴¹ A l'exception de Claude Lenga, seul membre du KNK à faire partie des gouvernements Tiangaye comme ministre délégué à l'enseignement professionnel et fondamental puis ministre de l'action humanitaire.

chamboulés. Cela a suscité des appréhensions et des amalgames en République centrafricaine ainsi que dans les pays voisins et le développement d'un discours sur l'islamisation de la RCA alimentant un climat de suspicion et de tensions confessionnelles dangereux aux plans interne et régional. En effet, au Cameroun et au Congo-Brazzaville, des voix se sont élevées pour dénoncer le risque d'islamisation de la RCA. Dès la prise du pouvoir de la Seleka, Michel Djotodia a dû répondre à cette accusation sans jamais parvenir à convaincre.⁴²

28. La CEEAC a pris en charge la gestion de la crise centrafricaine en organisant une première conférence internationale à Ndjamena le 18 avril 2013 puis une seconde à Brazzaville le 3 mai 2013. La première réunion conclut à la reconnaissance du coup de force de la Seleka, à la nécessité de renforcer les effectifs de la MICOPAX et à une feuille de route pour restaurer la stabilité et organiser des élections. La conférence de Brazzaville a décidé qu'un contingent de 1,250 hommes devrait être déployé pour renforcer la MICOPAX avant la fin de mai mais ce chiffre ne sera pas atteint bien que le Tchad ait envoyé un contingent dès le mois de mai. Au cours de l'année 2013, la plupart des résolutions de la CEEAC n'ont pas été mises en œuvre, l'écart entre la parole et l'action étant le symptôme de la paralysie structurelle de cette organisation régionale.

2.1 La Seleka ou l'anti-gouvernance

29. La Seleka étant une coalition circonstancielle de groupes armés, la réalité du pouvoir ne se trouvait pas dans le gouvernement de Michel Djotodia/Nicolas Tiangaye mais chez les commandants. Parmi eux, la hiérarchie et la discipline étaient quasi-inexistantes. D'une part, la Seleka était ingouvernable du fait de son absence de discipline interne ; d'autre part, elle n'était pas capable de gouverner car les groupes armés qui la composaient n'avaient qu'un seul but (faire tomber Bozizé) et n'avaient pas de cadres capables de diriger le pays. A peine fonctionnel, le gouvernement n'avait pas d'autorité sur les commandants de la Seleka.⁴³ Même les représentants politiques de la Seleka étaient sans influence sur les commandants et entre eux ceux-ci ne s'obéissaient guère. Les différents groupes armés ne reconnaissaient que l'autorité de leur chef direct. En tant que président, Michel Djotodia a reproduit tous les travers de la mauvaise gouvernance centrafricaine en les amplifiant. Il s'est adonné au banditisme d'Etat en vidant le Trésor public et en commettant de nombreux abus de pouvoir pour s'enrichir indûment. La présidence a continué à fonctionner comme une « cour » où se sont précipités des amis d'enfance, des conseillers douteux qui monnayaient leur soi-disant influence dans les deux sens⁴⁴ et des acteurs économiques louches qui recherchaient de nouveaux contrats, notamment dans le secteur de la sécurité.⁴⁵ Ainsi Claude Guéant (ex-ministre de l'Intérieur de Nicolas

⁴² France 24, Les nouveaux maîtres de Bangui démentent vouloir islamiser la Centrafrique, 30 mars 2013 (<https://www.france24.com/fr/20130330-laicite-centrafrique-epreuve-sekela-djotodia-islam-pillage-chretiens-cathedrale-bangui-mosquee>).

⁴³ Nicolas Tiangaye et d'autres membres du gouvernement ont vu leurs propriétés pillées par les miliciens de la Seleka. Le 19 décembre 2013, le domicile privé de Mahamat Kamoun, le directeur de cabinet de Michel Djotodia a été braqué et pillé par les hommes du général Arda Kouma.

⁴⁴ A Djotodia en lui promettant de l'introduire auprès de tel ou tel chef d'Etat et aux entreprises en leur promettant de les introduire auprès de Djotodia.

⁴⁵ L'Obs, Des mercenaires français pour protéger le président centrafricain, 18 novembre 2016 (<https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-afrique/20130719.RUE7809/des-mercenaires-francais-pour-protger-le-president-centrafricain.html>).

Sarkozy) et Jean-Christophe Mitterrand (le fils de François Mitterrand et membre de la cellule Afrique de l'Elysée pendant les années 1980), tous deux reconvertis dans le business, se sont rendus à Bangui pour proposer leurs services au nouveau régime⁴⁶ et des prospecteurs d'or chinois sont venus prospector les rivières du sud-ouest sous protection de la Seleka.⁴⁷

30. Mais sans pouvoir réel, Michel Djotodia été rapidement dépassé par la situation et il a même tenté de dissoudre la Seleka en août 2013 – décision sans aucun effet. De même, face à l'insécurité généralisée causée officiellement par « des éléments incontrôlés » de la Seleka, le premier ministre a déclaré dès mai 2013 Bangui « ville sans arme » - ce qui restera lettre morte.⁴⁸ Toujours afin de rétablir un peu d'ordre dans le désordre de la Seleka, Michel Djotodia, Nicolas Tiangaye et le général Mamour, ministre délégué à la Défense, ont nommé des commandants de région militaires par décret le 13 octobre 2013.⁴⁹ Dans ce contexte, l'impuissance de Michel Djotodia et du gouvernement est apparue en pleine lumière et on a pris conscience que le pouvoir réel se trouvait entre les mains des barons de la Seleka, i.e les commandants militaires dont beaucoup s'étaient installés à l'hôtel Ledger, le meilleur hôtel de Bangui. Le régime de la Seleka fut alors surnommé « la République du Ledger ». Nourredine Adam est apparu comme le plus puissant des barons de la Seleka, donc celui qui pouvait imposer un minimum d'ordre au sein du chaos. De facto, la Seleka a fait régner l'anarchie et a mis en place une économie de pillage dans une partie du pays pendant toute l'année 2013. Dans les jours qui ont suivi la prise de Bangui, pillages et vols ont eu lieu dans tous les quartiers : les bâtiments de l'Etat (ministères, écoles et université, hôpitaux, etc.), les bureaux des organisations internationales présentes en ville (agences des Nations Unies, ONG, etc.) et les centres commerciaux ont été particulièrement ciblés.
31. Après la prise de Bangui, les forces de la Seleka se sont dirigées vers l'ouest centrafricain, allant même jusqu'à faire des incursions dans l'Est du Cameroun. Bien que les troupes de la Seleka aient pillé toutes les villes sur leur passage lors de leur marche sur Bangui, leur présence durant l'année 2013 ne s'est pas traduite par des violences et des pillages systématiques. Certaines localités ont été plus brutalisées que d'autres et certaines sont restées hors de son emprise et n'ont donc pas connu de violences. Ainsi à Bangassou, les rebelles de la Seleka arrivés le 11 mars et dirigés par le colonel Abdallah se sont livrés à des pillages et des vols de véhicules mais sans violences mortelles. En intervenant ensemble les leaders religieux ont obtenu du colonel Abdallah les autorisations nécessaires pour la réouverture des hôpitaux puis des écoles de la ville. Le départ des troupes du colonel Abdallah a finalement été rendu possible à la mi-2013 par des interventions effectuées à Bangui auprès de Michel Djotodia par des personnalités clés de la zone (notamment le cardinal Nzapalainga et le sultan de Bangassou) qui ont notamment évoqué le pacte de sang entre Bangassou et Senoussi, pacte qui interdit aux deux communautés Nzakara et Goula de se faire la guerre.⁵⁰ Dans le Sud-Est, les forces ougandaises et américaines déployées pour traquer Joseph Kony ont bloqué l'avancée de la Seleka, lui interdisant complètement

⁴⁶ Mediapart, Bal des prédateurs à Bangui, 3 décembre 2013

(<https://www.mediapart.fr/journal/international/031213/bal-des-predateurs-bangui?onglet=full>).

⁴⁷

⁴⁸ Conférence de presse du premier ministre, 8 mai 2013.

⁴⁹ Décret n°13.406 du 8 octobre 2013 portant nomination ou confirmation des officiers de l'armée nationale aux différents postes de responsabilité dans les régions militaires.

⁵⁰ [redacted] avec des membres de la société civile et les autorités locales, Bangassou, 2017.

l'accès au Haut-Mbomou.⁵¹ A l'inverse les forces de la Seleka ont commis de nombreuses exactions dans la zone de Bouca, Bozoum et Bossangoa dont est originaire François Bozizé. Il s'agit de villes du sud des provinces de l'Ouham et de l'Ouham-Pende qui ont été particulièrement brutalisées par la Seleka et par conséquent restent encore très hostiles aux musulmans.⁵² Les forces de la Seleka ont été jusqu'à l'extrême sud-ouest, dans la forêt tropicale. Un détachement de la Seleka dirigé par le général Nama s'est installé dans la sous-préfecture de Bayanga en avril 2013 et s'est livré au braconnage des éléphants dans la réserve naturelle.⁵³

Focus : la Seleka à Bayanga⁵⁴

Les premiers éléments de la Seleka ont atteint la sous-préfecture de Bayanga le 6 avril 2013 et ont tué un membre de la communauté le second jour de leur arrivée, provoquant la fuite de la population dans la brousse. Ils sont partis fin janvier 2014.

Le général Nama (centrafricain du nord-est) était officiellement le commandant de cette préfecture et était installé à Nola (siège de la préfecture) avec une quinzaine de ses parents. Le colonel Bakit ou Bahit (un Tchadien) était lui installé à la sous-préfecture de Bayanga. Les relations entre les deux étaient tendues, chacun essayant de contrôler la zone (relations de rivalité pour la prédation). Les Seleka se sont substitués aux autorités officielles et ont pillé tout ce qu'ils pouvaient piller (y compris la base de WWF). Leur problème essentiel était leur subsistance et les prospecteurs chinois puis WWF y ont pourvu afin d'acheter leur « collaboration et la paix ». ⁵⁵

2.2. La prédation violente

32. La violence de la Seleka s'est manifestée surtout dans les zones de l'ouest centrafricain (y compris Bangui) qui étaient des enjeux de prédation économique et contre les représentants de l'ancien régime (forces de sécurité et membres de l'ethnie de Bozizé, les Gbaya). Il a ainsi régné à Bangui et dans l'ouest centrafricain une ambiance de razzia permanente. La prédation économique violente de la Seleka qui s'est déroulée tout au long de 2013 a été détaillée dans un rapport de International Crisis Group.⁵⁶ Les commandants de la Seleka ont rapidement étendu leur champ d'action et leurs activités afin de tirer profit de la conquête des nouveaux territoires à l'ouest et au centre du pays. Ils ont ainsi organisé le pillage des opérateurs économiques, des administrations et des ONG, se sont emparés systématiquement des sites miniers artisanaux à

⁵¹ Anadolu Agency, Au moins treize morts dans un accrochage entre Seleka et armée ougandaise dans l'est de la RCA, 1^{er} juillet 2014 (<https://www.aa.com.tr/fr/politique/au-moins-treize-morts-dans-un-accrochage-entre-seleka-et-arm%C3%A9e-ougandaise-dans-l-est-de-la-rca/146298>).

⁵² Dans ces trois villes, les retours de musulmans sont encore très faibles, voire impossibles à Bossangoa. Pour un récit chronologique des violences de la Seleka à Bozoum en 2013, lire : <http://bozoumfr.blogspot.com/>

⁵³ [REDACTED]

⁵⁴ Ces informations ont été collectées par l'auteur lors d'une mission de recherche [REDACTED]

⁵⁵ [REDACTED] des membres de la société civile, des autorités locales et un FACA [REDACTED]

⁵⁶ International Crisis Group, La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, 17 juin 2014 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-crisis-predation-stabilisation>).

l'ouest du pays (sans pour autant être capables de relancer la production),⁵⁷ ont créé des alliances avec des commerçants de Bangui et des braconniers et réorienté les circuits parallèles de revente de carburant (par exemple, Nourredine Adam a repris en main la filière de viande de brousse qui alimentait Bangui et était sous contrôle de Francis Bozizé). Bref, ils ont tenté d'exploiter toutes les opportunités de prédation et de faire main basse sur les réseaux de trafic les plus lucratifs (or, diamants et ivoire). A Bangui, les miliciens de la Seleka se sont illustrés dans le vol de voitures, le pillage (notamment des propriétés de l'élite urbaine) et le kidnapping de quelques personnalités connues pour leur richesse et leurs largesses pour le régime de Bozizé.⁵⁸ Outre les « derniers riches » de Bangui, ils rackettaient la population en érigeant des barrières sur les principales routes et à l'entrée de Bangui, imitant ainsi le comportement des forces de sécurité centrafricaines.

33. En plus de cette criminalité quotidienne, la Seleka a ciblé les forces de sécurité (notamment les FACA) et les membres de l'ethnie de Bozizé qui étaient automatiquement suspects. Des FACA ont été exécutés à Bangui et jetés dans le fleuve ; le quartier de Boy-Rabe peuplé de Gbaya et de membres du régime de Bozizé et où se trouve le siège du KNK a été ciblé par la Seleka au cours de l'année 2013.⁵⁹ Le Comité extraordinaire pour la défense des acquis démocratiques (CEDAD), les services de sécurité de la Séléka, dirigé par Nourredine Adam a été le bras armé de cette répression à Bangui. Kamizoulay, un ex-FACA qui est devenu un des leaders des anti-balaka, a été victime de la CECAD⁶⁰ et, selon des FACA, environ 300-400 d'entre eux ont été les victimes de la Seleka.⁶¹
34. En août et septembre 2013, les premiers affrontements entre la Seleka et les milices anti-balaka ont eu lieu à Bossangoa.⁶² Il y a ensuite eu une escalade des attaques des anti-balaka contre les Seleka dans les villes de l'ouest (Bouca, Bouar, Bozoum, Bossembélé, etc.).⁶³

3. La chute de Michel Djotodia et la mise en place du gouvernement de transition

3.1 Difficile intervention de maintien de la paix

35. Conscientes de la détérioration de la situation sécuritaire, les autorités françaises ont annoncé dès le 13 octobre 2013 l'envoi de troupes françaises supplémentaires en Centrafrique.⁶⁴ L'idée

⁵⁷ IPIS, Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine, novembre 2014.

⁵⁸ La plupart des hommes d'affaires de Bangui sont partis à l'étranger avant ou peu après la prise de la capitale en mars 2013 par précaution. Mais certains (notamment des grands commerçants libanais) sont restés et ont été victimes de la Seleka.

⁵⁹ Une opération particulièrement violente de la Seleka déguisée en opération de désarmement a eu lieu le 20 août 2013 dans ce quartier. Amnesty International, République centrafricaine : il est temps de rendre des comptes, 2014.

⁶⁰ RFI, Qui sont les anti-balaka ? 5 mai 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/emission/20140505-rca-anti-balaka-milices>).

⁶¹ Fédération Internationale des Liges des Droits de l'Homme, Centrafrique : « ils doivent tous partir ou mourir », juin 2014.

⁶² Amnesty International, « Central African Republic : Human Rights Crisis Spiralling Out Of Control », octobre 2013.

⁶³ IPIS, Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine, novembre 2014.

de l'opération Sangaris faisait alors son chemin à Paris, à Addis-Abeba, à New York et à Bruxelles et les préparations diplomatico-militaires étaient engagées. À la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations unies, la France a annoncé, le 5 décembre 2013, l'envoi de 1 200 soldats pour rétablir la sécurité dans le pays dans le cadre de l'Opération Sangaris et le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé la mise en place de la mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite de l'Union Africaine (MISCA). Les troupes françaises et africaines ont été chargées à la fin 2013 de stabiliser la situation et ont été complétées en 2014 par des troupes européennes (l'Eufor-RCA est arrivé en Centrafrique en avril 2014 pour contribuer à la stabilisation des arrondissements les plus sensibles de Bangui) et des casques bleus de l'ONU (le 10 avril 2014, le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement de 12.000 casques bleus, qui absorberont la MISCA et formeront la MINUSCA).⁶⁵ L'intervention internationale est pilotée par le G5 (Union africaine, Nations unies, Union européenne, États-Unis et France).

36. Celle-ci s'est révélée plus difficile que prévu. D'une part, l'arrivée de l'armée française à Bangui a coïncidé avec l'attaque de la capitale par les anti-balaka le 5 décembre 2013, donnant l'impression d'une coordination entre eux. Si l'armée française est parvenue à chasser l'essentiel des troupes de la Seleka de Bangui en décembre 2013, elle a perdu deux hommes dès le début de l'opération et n'est pas parvenue à contenir les affrontements intercommunautaires, les pillages et les lynchages à Bangui au début de l'année 2014. Dès le mois de décembre 2013, des Banguissois ont fui les violences, se sont réfugiés à l'aéroport protégé par l'armée française et ont créé en moins d'un mois le plus grand camp de déplacés du pays (il est passé de 55 000 le 23 décembre à 100 000 personnes en janvier 2014). D'autre part, alors que la montée en puissance de la MISCA était laborieuse, le Tchad a décidé de retirer son contingent de la MISCA en avril 2014, après que l'ONU eut accusé les soldats tchadiens d'avoir tiré sur des civils à Bangui.⁶⁶

3.2 Mise en place d'un nouveau gouvernement de transition et échec du premier accord de paix

37. Parallèlement à l'intervention de maintien de la paix, le G5 a décidé d'écarter Michel Djotodia et de mettre en place un gouvernement de transition. Les leaders des pays d'Afrique centrale, réunis le 10 janvier 2014 à Ndjaména au Tchad dans le cadre de la CEEAC, ont contraint le président Djotodia à la démission du fait de son incapacité à diriger la RCA et à maîtriser ses combattants indisciplinés. Michel Djotodia est parti en exil au Bénin. Dès le 20 janvier 2014, la mairesse de Bangui, Catherine Samba-Panza, a été élue présidente de la transition par les membres du parlement de transition.⁶⁷ Elle a formé un gouvernement qui se voulait technocratique, sous la direction du premier ministre André Nzapayéké alors qu'un musulman avait été pressenti à ce poste. Elle a malheureusement fait de grandes promesses (comme de rétablir l'autorité de l'État) et s'est engagée à organiser des élections au début 2015. Cependant,

⁶⁴ Il y avait déjà un détachement français chargé de sécuriser l'aéroport.

⁶⁵ Le 15 septembre 2014 la totalité des forces africaines de la MISCA passent sous l'autorité de la MINUSCA.

⁶⁶ Le Point, Centrafrique: départ des soldats tchadiens, l'ONU les accuse d'un massacre, 4 avril 2014 (https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-depart-des-soldats-tchadiens-l-onu-les-accuse-d-un-massacre-04-04-2014-1809198_24.php).

⁶⁷ Le Monde, Catherine Samba-Panza, une femme à la tête de la Centrafrique, 20 janvier 2014 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/01/20/centrafrique-un-nouveau-president-pour-securiser-le-pays_4350807_3212.html).

le lynchage devant les caméras de télévision d'un homme accusé d'être un membre de la Seleka après une cérémonie publique présidée par Catherine Samba-Panza et censée inaugurer la reformation des FACA à Bangui a choqué l'opinion internationale le 7 février 2014, achevé de ternir la réputation déjà peu glorieuse des militaires centrafricains et illustré la violence des haines intercommunautaires.⁶⁸

38. Son premier gouvernement sous la direction d'André Nzapayéké a été bref puisqu'un remaniement est intervenu en août 2014 sous la pression des groupes armés et du G5. Le premier gouvernement Samba-Panza comprenait surtout des proches de la présidente, ce qui suscitait la rancœur conjointe des Anti-Balaka et des Seleka. Huit ministres pouvaient être considérés comme des ami(e)s très proches de la présidente et/ou des Banziri, une ethnie vivant le long du fleuve Oubangui. Six ministres avaient appartenu au précédent gouvernement dont trois appartenaient à la Seleka (Herbert Gontran Djono Ahaba, Arnaud Djoubaye Abazène et Abdallah Hassan Kadré). En outre, ce gouvernement ne comprenait aucun Gbaya, aucun représentant de la société civile ou de la jeunesse. Seul un leader anti-balaka (Léopold Narcisse Bara) avait été nommé au gouvernement mais les autres leaders de son mouvement s'en étaient immédiatement désolidarisés et Patrice-Edouard Ngaïssona avait nié le droit de Léopold Bara de représenter le mouvement anti-balaka.⁶⁹ Le remaniement d'août 2014 visait à corriger cette situation et à ouvrir le gouvernement aux Anti-Balaka et aux Seleka, à le rendre plus inclusif. Le nouveau premier ministre centrafricain, Mahamat Kamoun, était un musulman Rounga de Ndele, proche collaborateur de Djotodia, et fut nommé le 10 août. Cette nomination fut mal reçue des ex-Seleka qui espéraient qu'un de leurs membres serait choisi pour « une meilleure représentativité » des composantes de la société centrafricaine. Dans un souci d'inclusivité des groupes armés, le premier gouvernement Kamoun comprenait comme son prédécesseur trois ministres membres de l'ancienne rébellion (Mahamat Tahib Yacoub à l'Élevage, Arnaud Djoubaye Abazène aux Transports, et Abdallah Kadre Hassane, Postes et Télécommunications) mais il s'ouvrait aussi aux Anti-Balaka et à Révolution & Justice (RJ). Jacob Désiré Ngaya, un Anti-Balaka proche conseiller de Ngaïssona, a été nommé ministre délégué aux Finances et Armel Ningatoloum Sayo, commandant du mouvement Révolution et Justice (R&J) a été nommé ministre de la Jeunesse et des Sports.⁷⁰ Si les commandants militaires de la Seleka restaient hors du gouvernement et en étaient mécontents, les membres de l'élite musulmane parvenaient à s'y maintenir en leur nom.
39. Sous l'égide de Denis Sassou-Nguesso, président de la République du Congo et désigné médiateur de la crise centrafricaine par la CEEAC, une réunion des parties prenantes du conflit centrafricain a été organisée à Brazzaville en juillet 2014 après avoir été validée au sommet de la CEEAC à Malabo. Le 23 juillet 2014, un accord de cessation des hostilités a été signé après seulement trois jours de fausses négociations. Dès le premier jour, la délégation de la Seleka a refusé de siéger dans les différentes commissions car elle a posé la partition du pays comme condition préalable aux négociations. La signature de l'accord a été obtenue après distribution d'argent par le médiateur qui ne voulait pas essuyer un échec qui soit une humiliation publique. Bien que l'accord soit signé par Mohamed Moussa Dhaffane pour la Seleka, par Patrice-Edouard Ngaïssona pour les Anti-Balaka et par une quarantaine d'autres délégués, dont l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, et l'imam Layama Kobine, président de la communauté

⁶⁸ https://www.youtube.com/watch?v=kdtiB6ylz_c

⁶⁹ Voir le chapitre « analyse du mouvement anti-balaka ».

⁷⁰ Jeune Afrique, Centrafrique : Mahamat Kamoun a formé son gouvernement, 22 août 2014

(<https://www.jeuneafrique.com/46293/politique/centrafrique-mahamat-kamoun-a-form-son-gouvernement/>).

islamique de République centrafricaine, il a été désavoué dans les jours qui ont suivi par des poids lourds de la Seleka. Cet accord a été mort-né. Il a échoué à mettre fin aux violences et une composante de la Seleka conduite par Joseph Zoundeko et Nourredine Adam a réclamé la partition de la République centrafricaine.

40. En 2014, la situation sécuritaire s'est améliorée à Bangui où se concentraient les troupes internationales (françaises, onusiennes et européennes) et bien qu'une présence résiduelle de miliciens de la Seleka persistait au PK5 et dans certains camps militaires de la capitale. La prise de contrôle de Bangui a permis la mise en place d'un gouvernement de transition et le début du déploiement des troupes africaines puis onusiennes à l'intérieur du pays. Cependant, cet afflux de forces internationales n'a pas permis de mettre fin aux violences intercommunautaires et aux enclaves à Bangui et en province à la fin de l'année 2014.

3.3 Le FROCCA ou la ré-émergence des Bozizistes

41. Après leur fuite au Cameroun,⁷¹ l'ex-président Bozizé et son entourage ont disparu. De Yaoundé, ce dernier s'est rendu à Nairobi puis en France où sa présence est avérée à l'été 2013 et qu'il a quittée à la fin du mois de septembre 2013.⁷² Son séjour français a coïncidé avec la réémergence politique de ses partisans. En effet, le Front pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel (FROCCA) a annoncé sa naissance dans un premier communiqué de presse daté du 5 août 2013.⁷³ Il est coordonné par un avocat de la diaspora centrafricaine installé en France (Lin Banoukepa) et composé de proches de Bozizé (dont Patrice-Edouard Ngaïssona, Lévy Yakete, Joachim Kokaté) qui est président d'honneur.⁷⁴ Lin Banoukepa est le président fondateur du Parti pour le Développement Intégral après avoir eu un passé politique au MLPC.
42. Dans ses communiqués et ses interventions médiatiques, le coordonnateur du FROCCA a repris la rhétorique des cercles bozizistes au début du conflit sur « l'islamisation forcée de la Centrafrique » et un assaut lancé par « des mercenaires islamistes de confession musulmane venus eux aussi à plus de 15.000 du Tchad et du Soudan ». ⁷⁵ Son communiqué du 18 septembre 2013 illustre parfaitement cette rhétorique : « La Séléka détruit méthodiquement les édifices publics, les Eglises et les Temples sur toute l'étendue de la Centrafrique, avec pour seul but politique de déchristianiser la Centrafrique afin de permettre l'introduction du Coran et une islamisation forcée. »⁷⁶ Il conceptualise la lutte contre les musulmans en mettant en avant la notion de « centrafricanité » empruntée au contexte politique ivoirien.⁷⁷
43. L'agenda du FROCCA était le retour de l'ordre constitutionnel, c'est-à-dire le retour de François Bozizé qui a fait l'objet de sanctions de l'ONU à partir de mai 2014 en même temps que Lévy

⁷¹ RFI, RCA: la « nouvelle vie » de François Bozizé, exilé au Cameroun, 17 mai 2013

(<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130517-francois-bozize-exil-cameroun-djotodia-bangui-miskine-hilton-tchad-rca>).

⁷² Jeune Afrique, Centrafrique : l'espoir fait vivre François Bozizé, 2 avril 2015

(<https://www.jeuneafrique.com/228899/politique/centrafrique-l-espoir-fait-vivre-fran-ois-boziz/>).

⁷³ <https://jeunessedufrocca.fr/gd/COMMUNIQUE%20C9S-DU-FROCCA.htm>

⁷⁴ [REDACTED]

⁷⁵ Idem.

⁷⁶ Ibidem.

⁷⁷ [REDACTED]

Yakete.⁷⁸ En 2013 et 2014, le FROCCA a joué le rôle de porte-parole indirect de Bozizé qui se cachait et restait discret (il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la justice centrafricaine en 2013 puis a été mis sous sanctions par l'ONU en 2014). A travers Lin Banoukepa, le FROCCA a revendiqué l'attaque de Bangui le 5 décembre 2013, encourageant la jeunesse au soulèvement contre les « djihadistes étrangers » et considérant cet assaut comme un retour à l'ordre constitutionnel.⁷⁹

44. Voix de Bozizé à l'étranger, Lin Banoukepa a assisté à la conférence de Brazzaville en juillet 2014⁸⁰ mais le FROCCA semble avoir disparu progressivement de la scène médiatique après 2015.

3.4 L'évolution des groupes armés en 2014

45. L'année 2014 a été marquée par les dissensions internes très vives de l'ex-Seleka et des anti-balaka, allant jusqu'à la fragmentation de la première.

La fragmentation de l'ex-Seleka

46. Après que l'armée française a chassé la Seleka de Bangui, ses composantes ont rapidement repris leur autonomie. La défaite et le reflux vers le nord du pays se sont traduits par un fractionnement immédiat de la Seleka sur des bases économique-ethniques.
47. La fragmentation de la Seleka en plusieurs groupes armés a commencé dès la mi-2014 et le processus n'a pas cessé depuis, malgré plusieurs tentatives de former à nouveau l'alliance. Au cours de l'année 2014, plusieurs réunions pour créer un nouveau mouvement rebelle et établir un consensus sur une nouvelle stratégie et un partage des richesses ont eu lieu.⁸¹ Si le premier but a été atteint (un nouveau leadership militaire a été désigné le 10 mai à Ndélé avec Zoundeko comme chef d'état-major et le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique – FPRC – a été créé le 10 juillet), le second a échoué. Aux tenants d'une ligne modérée (Ali Darassa, Al-Khatim) se sont opposés les tenants d'une partition et d'une éventuelle nouvelle marche sur Bangui (Nourredine Adam, Zoundeko, Michel Djotodia). Ces derniers ont promu à cette époque l'idée de l'Etat du Dar-el-Kouti dans le Nord-Est de la RCA qui était une réminiscence historique

⁷⁸ Selon le rapport de l'ONU, Levy Yakété a ordonné l'arrestation de personnes liées à la Séléka et a organisé la distribution de machettes à de jeunes chrétiens au chômage pour attaquer les musulmans et Bozizé de fournir un soutien matériel et financier à des miliciens pour le ramener au pouvoir. <https://www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/2127/materials/summaries/individual/fran%C3%A7ois-yangouvonda-boziz%C3%A9>

⁷⁹ Voice of America, RCA : les pro-Bozizé revendiquent des attaques à Bangui, 5 décembre 2013 (<https://www.voafrique.com/a/le-parti-de-bozize-appelle-au-soulèvement-des-centrafricains/1804216.html>).

⁸⁰ Bangui.com, Me Lin Banoukepa : « J'ai dit qu'il y a eu un déficit. Il y a une responsabilité partagée, c'est pourquoi je suis ici au nom du président Bozizé pour dire pardon au peuple centrafricain en disant qu'il a failli comme nous tous », 1 août 2014 (<http://news.abangui.com/h/497.html>).

⁸¹ La plus importante de ces réunions a été celle organisée à Ndele du 9 au 11 mai 2014. Jeune Afrique, Centrafrique : à la Séléka, c'est chacun pour soi, 30 septembre 2014 (<https://www.jeuneafrique.com/43852/politique/centrafrique-la-s-l-ka-c-est-chacun-pour-soi/>).

du sultanat de Mohammed Senoussi.⁸² La proclamation d'indépendance de Nourredine Adam et la nomination d'un gouvernement dont la présidence était confiée à Djotodia s'appuyaient sur le souvenir de ce sultanat rebelle à la colonisation pour asseoir leur légitimité. Toutefois leurs velléités d'indépendance sont restées lettre morte faute d'être prises au sérieux par les populations concernées et en raison de la pression des acteurs internationaux.⁸³ Par ailleurs, les luttes pour le leadership au sein du FPRC et le partage des territoires ont condamné les tentatives de reformation de la Seleka. Il y a ainsi eu des combats entre Ali Darassa et Zoundeko pour le contrôle de Bambari du 25 au 28 août 2014 qui furent remportés par le premier.

48. Sur les ruines de l'ex-Seleka sont nés plusieurs groupes armés qui dominent une grande partie du pays et évoluent aujourd'hui entre alliances et rivalités au gré des circonstances : l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) dirigée par Ali Darassa ; le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) dirigé par Mahamat Al-Khatim ; le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zakaria Damane ; le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dirigé par Nouredine Adam et Abdulaye Hissène.⁸⁴
49. La première scission a été celle de l'UPC en août 2014. Des Peuls de l'ex-Seleka ont préféré se regrouper dans un mouvement autonome et ethniquement homogène, l'UPC. Dans un communiqué qu'ils ont signé le 17 septembre 2014, Al-Khatim et Ali Darassa ont annoncé leur dissidence de l'ex Séléka et dénoncé « l'irresponsabilité et l'incompétence » des dirigeants politiques du FPRC. L'UPC a tenu une assemblée en octobre 2014 lors de laquelle elle a adopté ses statuts, a pris ses distances avec Nourredine Adam et Zoundeko et a adopté une ligne légaliste de respect du gouvernement de transition et contre la partition du pays. Puis Al-Khatim, un arabe initialement membre du FPRC de Nouredine Adam puis proche de Ali Darassa, a fait scission pour former son propre groupe en juillet 2015. En 2014, le FPRC était considéré comme l'héritier légitime de l'ex-Seleka en raison de son leadership (Nourredine Adam, Michel Djotodia). À chaque regain de tension avec les autorités (notamment au sujet du quartier de PK5 à Bangui), le FPRC a essayé de reconstituer l'ex-Seleka et a initié des rapprochements stratégiques avec ses anciens compagnons d'armes qui ont fait dissidence.

L'émergence des groupes armés anti-Seleka

50. Les exactions de la Seleka à Bangui et dans les préfectures de l'ouest ont provoqué une violente contre-réaction et des groupes d'auto-défense anti-Seleka se sont formés durant le dernier trimestre 2013 : R&J et le mouvement anti-balaka.

⁸² Fondé en 1830, le Dar el Kouti était un sultanat vassal du royaume du Ouaddaï et a été conquis par Rabah en 1890 qui l'a confié à son lieutenant Senoussi. Ndélé était la capitale du Dar el Kouti et Senoussi s'est illustré en tuant l'explorateur français Paul Crampel en 1891 et en résistant à la pénétration française. Il fut tué en 1911 par les colonisateurs français, ce qui mit fin au sultanat. Slate Afrique, Centrafrique: un ancien sultanat aux racines des revendications des régions du nord, 27 décembre 2017 (<http://www.slateafrique.com/810131/centrafrique-un-ancien-sultanat-aux-racines-des-revendications-des-regions-du-nord>). Bernard Simiti, Le Dar-el-Kouti, empire oubanguien de Senoussi 1890-1911, 2014.

⁸³ Création de « ETAT DE DAR EL KOUTI » en scission avec la République Centrafricaine, Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, 14 août 2014. Décision portant nomination des membres du gouvernement provisoire de l'Etat de Dar el Kouti, Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, 17 août 2014. En 2015, Nourredine Adam a re-proclamé la République du Dar el Kouti – sans plus de succès.

⁸⁴ Thierry Vircoulon, Ecosystème des groupes armés en Centrafrique, Note de l'IFRI, avril 2020.

51. R&J est apparu dans la zone de Paoua en octobre 2013 (le chef-lieu de la préfecture de l'Ouham-Pendé) et était l'héritier de l'APRD, une milice locale née de la lutte des populations locales contre les coupeurs de route et les éleveurs transhumants en provenance du Tchad. Beaucoup des miliciens de R&J étaient d'anciens de l'APRD et les principaux commandants de ce groupe provenaient de l'APRD (Waluba Espilodja, Luther, Bilonga et Jean-Bernard). Armel Ningatouloum Sayo, un ancien capitaine dans les FACA, et François Toussaint, un mercenaire Belge ayant formé des milices Maï-Maï en RDC, ont été les créateurs de R&J. Après avoir entraîné et formé des miliciens de l'APRD, ils ont combattu la Seleka à Paoua en décembre 2013/janvier 2014 et l'ont chassée de la ville. Des dissensions sont ensuite apparues entre eux : François Toussaint a quitté Sayo en février 2014 et a été arrêté par la MISCA le 7 juillet 2014 à Bouar. En revanche Sayo a participé à la conférence de Brazzaville et a obtenu le poste de ministre de la Jeunesse et des Sports dans le premier gouvernement Kamoun. La capacité d'action de R&J n'a jamais dépassé la zone de Paoua et le mouvement s'est enfoncé dans des luttes internes conduisant à sa division en plusieurs branches rivales.

Les Anti-Balaka

52. L'apparition du mouvement anti-balaka a changé la tournure du conflit centrafricain en y ajoutant une révolte populaire qui reprenait le discours antimusulman des cercles bozizistes à la fin 2012/début 2013. En août et septembre 2013, les premiers groupes anti-balaka se sont manifestés en attaquant la Seleka à Bossangoa et Bouca et dans les environs. À la fin du mois d'octobre, les attaques contre la Seleka s'étaient étendues au nord-ouest jusqu'à Bouar et au sud vers Bossembélé et Mbourouba, au nord de Damara. Dirigés initialement contre les combattants de la Seleka, ces groupes d'auto-défense ont rapidement fait un amalgame entre les miliciens de la Seleka et les musulmans ruraux (les éleveurs peuls) et urbains (les communautés commerçantes). Dans l'ouest centrafricain, ils se sont livrés à une véritable chasse aux musulmans qui s'est étendue à Bangui à partir de décembre 2013 et a continué pendant toute l'année 2014, puis s'est étendue à l'Est du pays en 2017. Emportés par leur élan, les Anti-Balaka voulaient chasser les musulmans de tout le pays, pas seulement de Bangui. Et les haines intercommunautaires sont loin d'être terminées aujourd'hui.
53. L'attaque de Bangui le 5 décembre 2013 par les milices anti-balaka⁸⁵ et le départ forcé de la Seleka des villes de l'ouest et de Bangui au début de 2014 ont constitué un tournant de la crise : à partir de ce moment, il y a eu une révolte populaire dont l'objectif était le même que celui des anti-balaka - chasser les musulmans du pays. Dès lors l'engrenage de la violence intercommunautaire s'est enclenché.⁸⁶ La logique de violence a enclenché un cycle de représailles des deux côtés : face à la menace des anti-balaka, les Peulhs ont effectué des représailles quand ils le pouvaient et, à Bangui, les manifestations dégénéraient souvent en lynchages de musulmans au prétexte de se venger de ceux qui avaient régné en maîtres sur la capitale pendant l'année 2013.

⁸⁵ Les victimes des combats du 5 et 6 décembre à Bangui entre Seleka et Anti-Balaka sont estimées à environ 1 000 morts. Rapport du projet mapping documentant les violations graves du droit international, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République centrafricaine de janvier 2003 à décembre 2015, Nations Unies, mai 2017.

⁸⁶ Le Monde, Centrafrique : « On ne veut plus de l'islam dans ce pays », 21 décembre 2013 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/21/centrafrique-reprise-de-la-violence-a-bangui_4338421_3212.html).

54. Dans l'ouest et à Bangui, la prise de contrôle des Anti-Balaka a ouvert la porte d'une colère vindicative et populaire contre les musulmans : quand les miliciens de la Seleka se retiraient d'une ville, les combattants anti-balaka s'en prenaient à la communauté musulmane de cette ville et la population se joignait spontanément aux représailles des miliciens anti-balaka. Cette vengeance populaire s'est traduite par des actes de violence punitive (pillages, mutilations, lynchages, etc.) qui visaient à terroriser les musulmans, s'emparer de leurs biens et les faire fuir à jamais.⁸⁷ Ainsi, une grande partie des maisons des musulmans, situées dans les quartiers mixtes de Bangui, comme les 3ème et 5ème arrondissements, ou dans certaines villes de province ont été non seulement pillées mais également rasées ou incendiées. De même, environ 400 mosquées ont été détruites et, à Bangui, la majorité des 23 mosquées ont été détruites, à l'exception de la mosquée centrale située dans PK5, ainsi que des mosquées de Lakouanga, Bazanga et PK12 qui ont néanmoins subi des attaques. Expression d'une haine collective, cette violence populaire, que redoutait l'archevêque de Bangui et qu'il a qualifiée de « match retour »,⁸⁸ a été la réponse à la violence de la Seleka et est apparue comme une violence par amalgame. Elle a provoqué la fuite de certains musulmans dans le sillage de la retraite de la Seleka vers l'est du pays et un mouvement massif de réfugiés vers le Tchad et surtout le Cameroun. La fuite des musulmans de Bangui s'est effectuée dans des conditions très difficiles. Les citoyens musulmans qui n'ont pas eu le temps de fuir se sont retrouvés piégés dans des enclaves dans les villes de l'ouest (Bangui où le marché du PK5 est devenu de facto une enclave musulmane défendue les armes à la main, Yaloké, Boda, Carnot, Berbérati, Bozoum, etc.)⁸⁹ tandis que les musulmans ruraux (les éleveurs peuls) ont été traqués avec la férocité de vengeance dues aux différends fonciers.⁹⁰ Réfugiés souvent dans les missions catholiques, les musulmans ont vécu assiégés par des anti-balaka et une population hostile. A Boda, les musulmans se sont retrouvés piégés au centre-ville par les anti-balaka et la population non-musulmane: ils ne pouvaient plus sortir pour cultiver ou acheter de la nourriture qu'au péril de leur vie.⁹¹ De septembre 2013 à avril 2014, les musulmans de Bossangoa ont vécu retranchés au sein de l'École Liberté.⁹² Ils étaient dans l'incapacité de quitter ce camp improvisé par peur d'être tués. De début 2014 jusqu'au mois d'avril, la population musulmane de Bossangoa a commencé à quitter la ville dans des convois escortés par des forces militaires, afin de trouver refuge au Tchad. La communauté musulmane de Bossangoa est passée de 8000 membres au

⁸⁷ Rapport du projet mapping documentant les violations graves du droit international, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République centrafricaine de janvier 2003 à décembre 2015, Nations Unies, mai 2017.

⁸⁸ International Crisis Group, les racines de la violence, 21 septembre 2015.

⁸⁹ Human Rights Watch, République centrafricaine : Les musulmans sont pris au piège dans des enclaves, 22 décembre 2014 (<https://www.hrw.org/fr/news/2014/12/22/republique-centrafricaine-les-musulmans-sont-pri-au-piege-dans-des-enclaves#>).

⁹⁰ Sur la dimension rurale et anti-peule qui était la face cachée du conflit, lire International Crisis Group, La face cachée du conflit centrafricain, 12 décembre 2014 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-s-hidden-conflict>).

⁹¹ The New Humanitarian, Les musulmans de l'ouest de la RCA au cœur d'une lutte sans merci, 24 mars 2014 (<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/actualites/2014/03/24/les-musulmans-de-l-ouest-de-la-rca-au-cour-d-une-lutte-sans-merci>) et RFI, Centrafrique: à Boda, les candidats au départ vont devoir patienter, 12 mars 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140312-centrafrique-musulmans-boda-candidats-oim>).

⁹² Relief Web, A Bossangoa, les musulmans déplacés à l'école Liberté comptent les jours et les vivres, 19 mars 2014 (<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bossangoa-les-musulmans-d-plac-s-l-cole-libert-comptent-les-jours-et>).

début 2014 à quelques personnes aujourd'hui.⁹³ De décembre 2013 à juillet 2015, des Anti-Balaka ont bloqué des musulmans dans une enclave à Yaloké.⁹⁴ Si certains assiégés étaient armés dans les enclaves, le rapport de force était nettement en faveur des assiégeants, c'est-à-dire des anti-balaka.

55. En 2014, le conflit entre ex-Seleka et anti-balaka s'était donc transformé en un conflit entre communautés armées. Dans le centre du pays et à Bangui avec l'enclave du PK5, des villes étaient divisées entre quartiers musulmans et non-musulmans et les affrontements communautaires étaient récurrents. Dans ces zones, le lien entre groupes armés et communautés était étroit : les combattants de l'ex-Seleka apparaissaient comme les protecteurs des communautés musulmanes et les anti-balaka comme les protecteurs des communautés chrétiennes.⁹⁵ A partir du début de l'année 2015, ces représailles réciproques entre communautés dans ces villes divisées ont fait partie de la routine du conflit, ont imposé l'idée d'une coexistence désormais impossible et ont fait naître l'idée d'une partition du Nord-Est à majorité musulmane du pays.

Focus : les anti-balaka dans le sud-ouest⁹⁶

Environ 300 d'entre eux ont atteint Bayanga en mars 2014, dotés d'ordres de mission signés par Maxime Mokom et Ngaïssona.⁹⁷ Il s'agissait de Gbaya du nord originaires de Bozoum, Bouar et Bossangoa attirés par les zones diamantifères du sud-ouest. Ils venaient chasser et voler les musulmans qui sont riches dans cette zone diamantifère et ont été bien reçus par certains pasteurs évangéliques. A Berberati, des bureaux d'achat ont continué à acheter et stocker des diamants jusqu'à la fin du mois de janvier 2014. Les acheteurs ont quitté la ville au début du mois de février, après le départ de la Seleka et avant l'attaque dix jours plus tard d'anti-balaka venus de Carnot et Mbaïki. Cette attaque a provoqué la fuite de toute la population musulmane de Berberati dont une partie est allée se réfugier à l'évêché (environ 2 000) avant de prendre la route du Cameroun. Au cours de l'attaque, « Poto Poto », le principal quartier musulman de Berberati, a été complètement pillé et une vingtaine de civils musulmans ont été assassinés par les miliciens anti-balaka.

⁹³ Human Rights Watch, République centrafricaine : Les musulmans contraints à fuir le pays, 12 février 2014 (<https://www.hrw.org/fr/news/2014/02/12/republique-centrafricaine-les-musulmans-contraints-fuir-le-pays#:~:text=Le%2030%20janvier%2C%20la%20majorit%C3%A9,paix%20de%20l'Union%20africaine>).

⁹⁴ Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Rapport de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, 24 juillet 2015. Le Figaro, Centrafrique : l'exode intérieur des musulmans, 9 avril 2015 (<https://www.lefigaro.fr/international/2015/04/09/01003-20150409ARTFIG00404-centrafrique-l-exode-interieur-des-musulmans.php>).

⁹⁵ Pour un exemple précis, International Crisis Group a analysé le conflit à Bambari : Bambari : une ville divisée, microcosme tragique de la crise centrafricaine, 29 septembre 2015 (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/bambari-une-ville-divisee-microcosme-tragique-de-la-crise-centrafricaine>).

⁹⁶ Ces informations ont été collectées par l'auteur lors d'une mission de recherche [REDACTED]





quartier de Poto Poto, Berbérati 2016.

Focus : la situation des musulmans à Bouar⁹⁸

Les violences des anti-balaka ont conduit une partie de la communauté musulmane à se réfugier près des lieux de culte (mosquée centrale du quartier haoussa, diocèse, séminaire de St-Laurent, etc.) et une autre partie à s'enfuir au Cameroun et à la ville frontalière de Garoua Boulai.

Ainsi, des deux quartiers musulmans de Bouar, celui appelé Mamadou-Sara, s'est complètement vidé et celui appelé Haoussa s'est partiellement vidé de sa population. Cette différence est due au fait que Mamadou-Sara était un quartier peuplé de musulmans d'origine arabe (Tchadiens, Soudanais, Mauritaniens, etc.) qui ont entretenu des relations avec les troupes de la Seleka (l'imam de ce quartier était tchadien) tandis que le quartier Haoussa était peuplé de musulmans centrafricains et camerounais avec lesquels les combattants de la Seleka ne se socialisaient pas tellement. Sans qu'il soit possible d'établir avec certitude si la relation entre les « Arabes » de Mamadou-Sara et la Seleka était une relation de complicité ou de simple proximité linguistique, de toute évidence elle a été fatale à la communauté musulmane de Mamadou-Sara qui a pris fuite quand la Seleka a fui. Depuis lors, ce quartier est vide de musulmans à l'inverse du quartier Haoussa et les habitants qui y vivent squattent les maisons abandonnées. Le même phénomène a eu lieu en zone rurale comme à Abba et dans la ville de Bocaranga dans l'Ouham Pende où la composante tchadienne de la communauté musulmane de la ville a fui, réduisant cette communauté de moitié.

Durant presque toute l'année 2014, les musulmans du quartier Haoussa se sont retrouvés piégés dans leur quartier et n'ont pas pu circuler librement dans Bouar. En milieu rural, les Peulhs qui sont spécialisés dans l'élevage et résidaient à la périphérie de Bouar ont payé un lourd tribut à la crise : ils ont perdu beaucoup de bétail, ont eu beaucoup de pertes humaines et ont massivement fui au Cameroun où ils constituaient la majorité des réfugiés centrafricains.

⁹⁸ Ces informations ont été collectées par l'auteur lors d'une mission de recherche

56. Cette violence populaire antimusulmane a vite attiré l'attention internationale et déclenché des prises de position partiales par des acteurs étrangers qui n'ont fait qu'obscurcir le conflit et l'aiguiser. En réalité, à cette époque, la violence a pris en Centrafrique une tournure religieuse sans être pour autant un conflit religieux. Ce paradoxe s'explique par le fait que :

- Les anti-balaka n'étaient pas des milices chrétiennes comme elles ont été parfois décrites par la presse. Même si elles ont été bien accueillies par certains pasteurs des églises néo-évangéliques, elles étaient surtout mues par des croyances animistes comme l'atteste le recours massif des miliciens aux protections magiques fournies par les sorciers et guérisseurs traditionnels en tous genres.
- Les ex-Seleka n'étaient pas le cheval de Troie du djihadisme en Afrique centrale et ne visaient pas l'islamisation de la RCA, contrairement à la propagande des cercles bozizistes.
- Ni les anti-balaka ni les combattants de la Seleka ne se battaient au nom de Dieu mais ils se battaient pour dominer l'autre et contrôler les ressources de la RCA.
- Les religieux chrétiens et musulmans n'étaient pas parties prenantes du conflit mais ont essayé de l'atténuer par leurs médiations de terrain dans leur grande majorité.⁹⁹ Leurs plus grandes autorités se sont démarquées publiquement de l'idée d'un conflit religieux, ont affiché leur unité par des actions interconfessionnelles et ont lutté courageusement contre ce discours conflictogène et mortifère.¹⁰⁰ Seule une minorité parmi les imams et les prêtres/pasteurs ont promu une lecture religieuse du conflit et généralement quand celui-ci était à son apogée (l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique a dû exclure de ses rangs deux pasteurs qui soutenaient notoirement les anti-balaka).
- Dans leur fuite, les musulmans se sont réfugiés instinctivement dans les missions catholiques qui ont été les enclaves et où ils ont été protégés par le clergé dans la mesure du possible. Même au plus fort du conflit, des cas de bonne entente entre communautés musulmanes et chrétiennes ont été signalés dans certaines villes et des actes isolés de protection des musulmans par des chrétiens aussi. Par exemple, à Bangui, une mosquée a évité la destruction grâce à la protection de jeunes chrétiens et le principal imam de Bangui a déménagé à l'archevêché pour sa protection.

57. La confessionnalisation du conflit centrafricain ne constituait donc pas sa motivation profonde mais la forme qu'il a prise à un moment spécifique de son déroulement. De 2013 à 2014, la confessionnalisation d'une violence populaire punitive s'est déroulée sur fond d'économie de survie et d'anarchie. Cette violence populaire a été encouragée par des discours faisant primer l'autochtonie, désignant les musulmans comme des étrangers et reposant sur des fantasmes conspirationnistes relatifs à une prétendue tentative d'islamisation de la Centrafrique. A travers le prétexte religieux s'exprimaient les fractures profondes de la société centrafricaine (inversion des positions sociales entre citadins musulmans et chrétiens, rancœurs foncières profondes entre villageois et éleveurs transhumants, etc.) qui ont été ignorées, voire niées à tort pendant longtemps, et qui ont donc surpris de nombreux observateurs, au premier rang desquels les élites centrafricaines elles-mêmes qui peinent toujours à expliquer rationnellement la genèse de ce conflit. Alors qu'elle avait été une société complètement ouverte (l'immigration musulmane

⁹⁹ Thierry Vircoulon, À la recherche de la paix en Centrafrique. Médiations communautaires, religieuses et politiques, Notes de l'IFRI, juin 2017 (<https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/recherche-de-paix-centrafrique-mediations-communautaires-religieuses>).

¹⁰⁰ Deutsche Welle, Comment les religions œuvrent pour la paix en Centrafrique, 31 octobre 2017 (<https://www.dw.com/fr/comment-les-religions-%C5%93uvrent-pour-la-paix-en-centrafrique/a-41188326>).

en RCA est ancienne), la société centrafricaine s'est refermée autour des gens de la savane et du fleuve au point de remettre en cause la cohésion nationale (mise en cause de la nationalité centrafricaine de la plupart des musulmans, polémique sur leur nombre dans la population centrafricaine, etc.).

Analyse du mouvement anti-balaka

58. De 2013 à 2015, le mouvement anti-balaka a évolué rapidement. Formé par des groupes d'auto-défense locaux et spontanés en 2013, il a connu une phase de prise en main militaire au dernier trimestre 2013 qui a abouti à l'attaque de Bangui le 5 décembre. A cette prise en main par des militaires vindicatifs et proches du régime de Bozizé, a succédé une tentative infructueuse d'unification et de politisation au début de 2014. Cette tentative a abouti à plusieurs organisations rivales, peu structurées et qui ont été décrédibilisées par la criminalisation du mouvement dès 2014.
59. Les anti-balaka ont été initialement une réaction d'auto-défense des Gbaya originaires de la zone de Bossangoa et disposaient d'un armement médiocre et hétéroclite (un mélange d'armes artisanales et d'armes automatiques récupérées au cours des combats). Mais ils s'inscrivent dans la longue histoire d'auto-défense et de résistance populaire en RCA¹⁰¹ et ils n'ont pas échappé à la tradition d'instrumentalisation politique de la violence populaire. En effet, les milices de jeunes ruraux et urbains ont souvent servi de bras armés aux hommes politiques. En son temps, le président Patassé avait armé les milices Karako, Sarawi et Balawa dans les quartiers nord de Bangui où vivaient de nombreux Gbaya, Sara, Mandjia et Mboum pour mener des offensives sur les quartiers sud habités majoritairement par les Banziri et les Yakoma, l'ethnie de son ennemi et prédécesseur André Kolingba. De même, de nombreux combattants anti-balaka ont appartenu par le passé à des milices d'auto-défense villageoises créées en 2009 contre les coupeurs de route (zarguinas) et les éleveurs transhumants. François Bozizé a recouru à cette pratique quand il a senti son pouvoir vaciller fin 2012/début 2013. Ces diverses milices ont pillé, tué et pratiqué une justice expéditive contre ceux qu'elles percevaient comme leurs ennemis.
60. La sociologie du mouvement anti-balaka démontre qu'il est le produit de la combinaison de la pauvreté de masse, d'une forte insécurité communautaire et de la reconversion des soldats perdus du régime de Bozizé.¹⁰² Les premiers groupes de combattants anti-balaka étaient formés par des victimes (souvent des enfants et des adolescents) des attaques de la Seleka contre les villages gbayas, à l'instar du « colonel 12 puissance », un simple paysan gbaya devenu seigneur de guerre anti-balaka après le meurtre de sa famille par des miliciens de la Seleka et qui s'était installé à Boy-Rabe.¹⁰³ Déssemparées, ces jeunes victimes d'origine rurale n'ont pas été laissées longtemps à elles-mêmes : elles ont vite été encadrées par des sorciers de village et des militaires proches de Bozizé qui avaient fui l'avancée de la Seleka vers l'Ouest centrafricain et le Cameroun. Alors que les sorciers fournissaient les amulettes magiques et faisaient les initiations,

¹⁰¹ Sur cette histoire, lire : International Crisis Group, les racines de la violence, 21 septembre 2015.

¹⁰² RFI, Qui sont les anti-balaka ? 5 mai 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/emission/20140505-rca-anti-balaka-milices>).

¹⁰³ Idem.

les militaires et gendarmes formaient sommairement les jeunes au maniement des armes.¹⁰⁴ Une partie de ces groupes d'auto-défense épars ont été mis en réseau et coordonnés par des membres des FACA pour marcher sur Bangui et lancer l'assaut du 5 décembre. Certains de ses militaires se sont infiltrés dans l'Ouest centrafricain à partir du Cameroun¹⁰⁵ et ont émergé de la clandestinité comme des commandants anti-balaka au début de l'année 2014. Le degré d'organisation de cette attaque dénote, en effet, une certaine compétence militaire tout comme la tentative de contrôler le principal poste frontière du pays. En janvier 2014, une faction anti-balaka composée d'anciens gardes présidentiels et de FACA a pris le contrôle de l'important passage frontalier Béloko-Garoua Boulaï, entre la RCA et le Cameroun. Ils ont prélevé des taxes sur les camions et pillé les véhicules jusqu'à ce que le poste frontalier soit repris par des troupes de la mission Sangaris. De plus, de nombreux témoignages ont confirmé la participation de FACA et autres membres des services de sécurité à l'attaque du 5 décembre.¹⁰⁶

61. En entrant dans les villes, les anti-balaka ont agrégé la jeunesse urbaine au chômage (très nombreuse), les enfants des rues (appelés godobé) et les jeunes dont la scolarité avait été interrompue par le conflit. De mouvement d'auto-défense initialement composé de jeunes villageois armés, les anti-balaka sont devenus en 2014 un mode de reconversion pour les FACA en déshérence (et plus particulièrement la garde présidentielle essentiellement gbaya) et pour les délinquants notoires.¹⁰⁷ Les anti-balaka ont regroupé de nombreux jeunes désocialisés qui n'ont jamais participé à des luttes politiques et tentaient juste de survivre et d'échapper à la pauvreté de masse qui caractérise la société centrafricaine. A titre d'exemple, le « général » Andilo, de son vrai nom Ngaïbona Rodrigue, un des chefs anti-balaka les plus redoutés à cette époque, était originaire de Batangafo dans l'Ouham où il s'était illustré pendant plusieurs années avant le conflit comme un grand voleur de bétail (cette zone est une des portes de la transhumance entre le Tchad et la Centrafrique). Bien connu des autorités locales de Batangafo ainsi que des éleveurs de la zone, Andilo avait déjà été arrêté mais avait retrouvé la liberté en 2012 avant de réapparaître comme un des chefs anti-balaka associé à Patrice-Edouard Ngaïssona et de s'installer à Boy-Rabe.¹⁰⁸ Quand il a été arrêté par la MINUSCA le 17 janvier 2015 à Bouca dans l'Ouham, Andilo était à moins de 30 ans l'un des chefs de guerre les plus craints du pays. Il a finalement été condamné en 2018 par la justice centrafricaine.¹⁰⁹
62. Les anti-balaka, qui s'estimaient environ 70 000 au début 2014,¹¹⁰ sont souvent décrits comme un « mouvement » ou une « nébuleuse ». Cette terminologie particulière rend compte du fait qu'ils n'ont jamais eu un commandement politique et militaire unique. Les tentatives pour en

¹⁰⁴ Ce type de pratiques a aussi eu lieu après la prise de Bangui à Boy-Rabe, le fief des anti-balaka de Patrice-Edouard Ngaïssona dans la capitale. [REDACTED]

¹⁰⁵ Voir en annexe la liste des proches de Bozizé ayant résidé au Cameroun.

¹⁰⁶ Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Centrafrique : « ils doivent tous partir ou mourir », juin 2014.

¹⁰⁷ RFI, Centrafrique: les anti-balaka sont-ils manipulés? 29 mars 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140329-centrafrique-anti-balaka-sont-ils-manipules-bozize-sangaris>).

¹⁰⁸ [REDACTED] les autorités locales et des membres de la société civile [REDACTED]

¹⁰⁹ RFI, RCA: travaux forcés à perpétuité pour le «général Andilo», 23 janvier 2018 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180123-rca-centrafrique-proces-general-andilo-anti-balakas-condamnation>).

¹¹⁰ [REDACTED] Ce chiffre était largement surévalué dans le but d'impressionner les interlocuteurs internationaux et de bénéficier d'un DDR conséquent.

former ont toutes échoué. Derrière la désignation « anti-balaka » se trouve une pléiade de groupes aux profils variés, aux origines géographiques diverses et aux affiliations politiques plus ou moins effectives. Après leur coordination pour l'assaut de Bangui le 5 décembre 2013, les anti-balaka ont fait l'objet de tentatives de récupération politique par diverses personnalités politiques proches ou pas de Bozizé qui ont créé des mouvements politiques censés représenter et réunir les anti-balaka. Mais comme les miliciens se caractérisaient par leur hétérogénéité sociologique et ethnique et qu'il n'y avait pas de véritable dynamique de politisation en leur sein,¹¹¹ ces politiciens n'ont jamais réussi à former un mouvement combattant organisé (ce qu'on appelle en RCA un mouvement politico-militaire) et les miliciens ont vite basculé dans la délinquance à l'instar de la Seleka en 2013.

63. L'aspect déstructuré du mouvement anti-balaka qui a été sa marque de fabrique dès le commencement relevait de trois causes :

- L'impossible création d'une direction des anti-balaka renvoie à un facteur sociologique et historique : le caractère acéphale des sociétés de l'Ouest centrafricain

64. Historiquement, les Gbaya se sont souvent ligüés autour de chefs de guerre, dont l'autorité éphémère ne survivait pas à la durée des batailles : il n'y avait ni chefs de villages, ni chefs traditionnels. C'est la colonisation française qui a imposé la concentration des populations dans des villages le long des routes et qui a désigné des chefs de villages, dont la mission principale était alors de collecter les impôts. Ces chefs locaux n'ont donc pas un ancrage profond dans les populations du fait d'une origine historique récente.¹¹²

- La composition hétérogène des anti-balaka

65. L'hétérogénéité de la composition des anti-balaka rend compte de leur incapacité à s'entendre et de leurs objectifs divergents une fois la Seleka chassée du pouvoir. Pour la composante paysanne des anti-balaka, le village et l'ethnie constituaient les marqueurs d'identité principaux. Ainsi, les tentatives d'installation dans la province de Sangha Mbaéré de groupes anti-balaka venus des provinces de l'Ouham et de l'Ouham Pende en 2014 ont été vécues comme des invasions par les populations locales qui les ont rejetés (division entre Gbaya du Nord et Gbaya du Sud). A Bangui, les anti-balaka contrôlant le nord de la ville étaient généralement des Gbaya tandis que ceux contrôlant le sud de la ville étaient généralement des Yakoma et d'autres ethnies du fleuve Oubangui. Cette distinction entre anti-balaka d'ici et anti-balaka d'ailleurs a été maintes fois mise en avant par les populations, rendant illusoire l'unification du mouvement.

66. Par ailleurs, la composante militaire des anti-balaka (des gendarmes et des ex-FACA dont certains de la garde présidentielle de François Bozizé et qui étaient alors appelés des « anti-balaka militaires »)¹¹³ qu'on retrouve aussi bien dans le mouvement de Patrice-Edouard Ngaißona que de Leopold Bara ne visait pas seulement à chasser la Seleka de Bangui mais à se venger des exactions subies et à retrouver leur position dans l'armée. Dès que la Seleka a été

¹¹¹ Voir le chapitre sur l'analyse du mouvement anti-balaka.

¹¹² Paulette Roulon-Doko, Conception de l'espace et du temps chez les Gbaya de Centrafrique, L'Harmattan, 1996 et Nzabakomada-Yakoma, Raphaël, L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931, L'Harmattan, 1986.

¹¹³ Thierry Vircoulon, La reconstitution de l'armée centrafricaine, un enjeu à haut risque, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, Note de recherche n°36, 28 avril 2017.

chassée de Bangui, siège du pouvoir gouvernemental, les anti-balaka ont été confrontés au choix de les poursuivre ou de s'arrêter et ce choix s'est effectué en fonction de leurs motivations individuelles. Les plus déterminés les ont poursuivis au centre du pays au motif de « libérer la Centrafrique ». Des jeunes paysans ont préféré retourner dans leur environnement familial au village tandis que d'autres jeunes paysans qui découvraient la vie urbaine pour la première fois ont décidé de rester à Bangui et d'y tenter leur chance.

- Les divisions et rivalités politiques et miliciennes

67. Au niveau national, les tentatives de structuration d'un leadership politique dès le début de 2014 se sont heurtées à des luttes d'ambitions opposant les chefs autoproclamés. La course à la présidence du gouvernement de transition ouverte par le « départ volontaire » de Djotodia a certes amené les anti-balaka à formuler une revendication commune pour obtenir 25 postes au Conseil national de transition (CNT), des postes dans le gouvernement de transition et un DDR¹¹⁴ mais elle a surtout immédiatement scindé le mouvement entre les pro- et anti-Bozizé, i.e entre les anti-gouvernement de transition et les pro-gouvernement de transition (qu'on appellera les légalistes), clivage qui reste encore valable aujourd'hui.
68. S'inscrivant dans le cadre de la course au pouvoir et de la récupération politicienne de l'attaque du 5 décembre 2013,¹¹⁵ les tentatives de formalisation politique des anti-balaka donnent immédiatement naissance à plusieurs mouvements rivaux dont deux jouent un rôle clé. La « coordination nationale des libérateurs du peuple centrafricain » (CLPC) est créée avec à sa tête Thierry Lébéné, appelé « colonel 12 puissances », Maxime Mokom¹¹⁶ et Patrice-Edouard Ngaïssona, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports de François Bozizé, revenu de l'étranger à Bangui en janvier 2014.¹¹⁷ Basé à Boy-Rabe, le CLPC¹¹⁸ est perçu comme un collectif de soutien à l'ancien président même si Ngaïssona l'a nié dans les médias.¹¹⁹ Plusieurs autres mouvements ont été créés alors simultanément, dont le Mouvement de résistance populaire pour la refondation de la Centrafrique (MRPRC) de Levy Yakété¹²⁰ et le Front pour la résistance de Léopold Bara et du capitaine Kamizoulay. Ce dernier mouvement a rejeté la ligne de soutien à l'ancien président. Selon Leopold Bara, les anti-balaka avaient atteint leur objectif avec la chute de Djotodia et la fuite des Seleka et n'avaient plus de raison d'être : il convenait donc de les

¹¹⁴ Jeune Afrique, Centrafrique : Ngaïssona et l'avenir politique des anti-balaka, 5 août 2014 (<https://www.jeuneafrique.com/47732/politique/centrafrique-ngaessona-et-l-avenir-politique-des-anti-balaka/>).

¹¹⁵ Patrice-Edouard Ngaïssona n'était pas en Centrafrique lors de cette attaque et il n'est pas certain que Leopold Bara ait aussi été en Centrafrique lors de cet assaut. Entretien de l'auteur avec [REDACTED]

¹¹⁶ Ce leader anti-balaka est maintenant ministre chargé de la démobilisation, désarmement et réinsertion. Il appelait encore en 2017 à chasser les « mercenaires étrangers du pays ». Jeune Afrique, Centrafrique : la Minusca dénonce l'appel de l'anti-balaka Maxime Mokom à « bouter les mercenaires étrangers », 23 août 2017 (<https://www.jeuneafrique.com/467977/politique/centrafrique-la-minusca-denonce-lappel-de-lanti-balaka-maxime-mokom-a-bouter-les-mercenaires-etrangers/>).

¹¹⁷ Entretien de l'auteur avec [REDACTED]

¹¹⁸ Une cartographie des leaders du CLPC figure dans le document suivant : Rapport final du groupe d'experts sur la République centrafricaine créée par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité, 29 octobre 2014.

¹¹⁹ RCA : le chef des anti-balaka appelle le gouvernement à dialoguer, 1^{er} avril 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140401-centrafrique-le-chef-anti-balaka-appelle-le-gouvernement-dialoguer-Ngaissona-ex-seleka-bozize>).

¹²⁰ Ce mouvement n'a eu qu'une existence éphémère due au décès de son coordonnateur en novembre 2014.

récompenser avec un DDR et de laisser la place aux politiciens.¹²¹ Les anti-balaka se divisent dès février 2014 sur la poursuite de la lutte pour remettre en place Bozizé ou l'arrêt des hostilités et l'allégeance au nouveau gouvernement de transition. Alors que le CLPC de Ngaïssona qui contrôle la partie nord de Bangui défend la première option, les leaders anti-balaka qui contrôlent la partie sud-ouest de la ville jusqu'à la Lobaye (Sébastien Wenezoui, Joachim Kokaté, Gilbert Kamizoulay et Alfred Yekatom) s'opposent au retour de Bozizé.¹²² La rivalité entre ces différents mouvements s'est traduite par une forte concurrence pour coopter les commandants anti-balaka locaux (nomination de « comzones », distribution de badges et d'ordres de mission, titres de reconnaissance, etc.) et pouvoir s'afficher comme leur représentant véritable auprès des acteurs internationaux et du gouvernement de transition.

69. Catherine Samba-Panza arrivée à la tête de la transition au début de l'année 2014, a coopté des représentants anti-balaka opposés à Bozizé (les légalistes, en l'occurrence Leopold Bara qui est devenu ministre des Sports et Joachim Kokaté qui est devenu conseiller du premier ministre) dans son premier gouvernement au grand dam de Ngaïssona. Ce dernier a dénoncé l'ingratitude de Catherine Samba-Panza après la formation du gouvernement de transition.¹²³ Il menaçait le gouvernement grâce à la force de frappe milicienne dont il disposait à Boy-Rabe. En 2014/2015, les anti-balaka dont la circonscription électorale de Bozizé, Boy-Rabe, était le fief ont protégé Patrice-Edouard Ngaïssona qui était recherché par les forces internationales.¹²⁴ Ils faisaient régner une ambiance de terreur en volant et en assassinant dans les quartiers et au centre-ville. Ils ont même kidnappé à Bangui une Française qui travaillait pour une organisation religieuse en 2015 et qui a été détenue à Boy-Rabe par le groupe du « général » Andilo.¹²⁵ En outre, ils menaçaient fréquemment de lancer des assauts contre le PK5. En province et dans la capitale, ils se sont heurtés à de nombreuses occasions aux forces internationales (la MISCA et les forces françaises de Sangaris), notamment quand celles-ci protégeaient des musulmans.¹²⁶
70. En 2014, les efforts pour donner une cohérence au CLPC et unir le mouvement anti-balaka ont échoué. Les querelles et les réconciliations se sont succédées mettant en pleine lumière l'absence d'unité du mouvement anti-balaka:
 - au cours de l'année 2014, Ngaïssona et Leopold Bara se sont affrontés, le premier étant à la tête de la Fédération centrafricaine de football et le second ministre des Sports : en juin 2014, le ministre Bara a suspendu le comité d'administration de la Fédération et Patrice-

¹²¹ Entretien de l'auteur avec [REDACTED] 2014.

¹²² IPIS, Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine, novembre 2014.

¹²³ 20 Minutes, Centrafrique: les anti-balaka dénoncent l'« ingratitude » des nouvelles autorités, 10 février 2014 (<https://www.20minutes.fr/monde/1294766-20140210-20140210-centrafrique-anti-balaka-denoncent-ingratitude-nouvelles-autorites>).

¹²⁴ Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités centrafricaines dès 2013 et a été arrêté par les forces internationales en avril 2014. Jeune Afrique, Centrafrique : Patrice-Édouard Ngaïssona placé sous contrôle judiciaire, 18 avril 2014 (<https://www.jeuneafrique.com/164256/politique/centrafrique-patrice-edouard-ngaessona-plac-sous-contr-le-judiciaire/>).

¹²⁵ L'Express, Ce que l'on sait sur l'enlèvement d'une Française en Centrafrique, 20 janvier 2015 (https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ce-que-l-on-sait-sur-l-enlevement-d-une-francaise-en-centrafrique_1642473.html).

¹²⁶ RFI, Le général Mokoko sur RFI: « les anti-balaka sont des ennemis », 26 mars 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140326-rca-centrafrique-mokoko-misca-guerre-anti-balaka>). Jeune Afrique, Centrafrique : les anti-balaka sont des « ennemis de la paix », selon le commandant de Sangaris, 10 février 2014 (<https://www.jeuneafrique.com/165685/politique/centrafrique-les-anti-balaka-sont-des-ennemis-de-la-paix-selon-le-commandant-de-sangaris/>). Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Centrafrique : « ils doivent tous partir ou mourir », juin 2014.

Edouard Ngaïssona a répliqué en radiant Leopold Bara du mouvement anti-balaka à la fin du mois de juin.¹²⁷

- lors d'une élection en mai 2014, des leaders anti-balaka ont voté pour Wenezoui comme coordinateur d'une structure anti-balaka unifiée. Patrice-Edouard Ngaïssona a toutefois déclaré que cette élection n'était pas valide et, après une réunion de réconciliation au PNUD, les deux leaders anti-balaka se sont entendus et Wenezoui a accepté le rôle d'adjoint de Ngaïssona.¹²⁸
- Ngaïssona a été soupçonné de collusion avec le gouvernement de transition par d'autres bozizistes.¹²⁹
- à la mi-août, Ngaïssona excluait Wenezoui du mouvement anti-balaka pour non-respect de la hiérarchie après un voyage de ce dernier à Brazzaville pour rencontrer les autorités congolaises.
- le 26 août 2014, Wenezoui a créé son propre mouvement, la Mouissance patriotique pour l'avenir (MPA).
- en octobre 2014, la coordination anti-balaka a demandé aux trois ministres représentant le mouvement qu'ils démissionnent.
- Maxime Mokom et Joachim Kokate ont créé leur propre coordination anti-balaka le 29 mai 2015.

71. Durant toute l'année 2014, Ngaïssona a incarné l'aile dure des anti-balaka, soufflé le froid et le chaud et exercé un chantage au soulèvement sur le gouvernement. S'il a signé une déclaration écrite s'engageant à contribuer à la paix en avril 2014,¹³⁰ participé à une médiation entre les anti-balaka et la Seleka menée par l'ONG Pareto et signé l'accord de paix de Brazzaville qui prévoyait la cessation des violences, la liberté de circulation des acteurs humanitaires, le regroupement des combattants, l'engagement dans la réconciliation, la fin des discours de haine, etc.,¹³¹ il a continué à assimiler les Seleka à des terroristes islamistes,¹³² a condamné ceux qui ont rejoint le gouvernement de transition comme Robert Namséné (Environnement) et Romaric Vomitiadé qui était ex-secrétaire-général de la CLPC (Tourisme) lors du remaniement d'août 2014.¹³³ Il a aussi condamné l'appel de Kamizoulay aux « anti-balaka militaires » les enjoignant de quitter les anti-balaka et de rejoindre leur caserne le 30 juillet 2014, comme le souhaitait Catherine Samba-Panza.¹³⁴ Il a donné 48 heures à la présidente du gouvernement de

¹²⁷ Communiqué de presse, Décision portant radiation d'un membre du mouvement des patriotes anti-balaka, Coordination nationale des patriotes anti-balaka, 24 juin 2014. Corbeaunews, Centrafrique : Ngaïssona prend sa revanche en radiant Bara des rangs des anti-balaka, 29 juin 2014 (<https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-Ngaïssona-prend-sa-revanche-en-radiant-bara-des-rangs-des-antibalaka/>).

¹²⁸ Anadolu Agency, RCA: réconciliés, les Anti-Balaka tiennent leur assemblée générale, 28 juin 2014 (<https://www.aa.com.tr/fr/politique/rca-r%C3%A9concili%C3%A9s-les-anti-balaka-tiennent-leur-assembl%C3%A9e-g%C3%A9n%C3%A9rale/147274>). Communiqué de presse, Coordination nationale des patriotes anti-balaka, 24 juin 2014.

¹²⁹ Levy Yakété l'a accusé « d'être en intelligence avec le pouvoir en place à Bangui ». RFI, Levy Yakété, coordinateur du MRPRC, 11 mai 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/emission/20140511-levy-yakete-coordonateur-mrprc>).

¹³⁰ Déclaration sur l'honneur de Patrice-Edouard Ngaïssona, Bangui, 17 avril 2014.

¹³¹ <https://www.justiceinfo.net/media/k2/attachments/RCA/Brazzaville-Accord-Cessation-Hostilites-2014.pdf>

¹³² Il a notamment désigné les groupes armés du PK5 de « Boko Haram ». RFI, RCA : le chef des anti-balaka appelle le gouvernement à dialoguer, 1^{er} avril 2014 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140401-centrafrique-le-chef-anti-balaka-appelle-le-gouvernement-dialoguer-ngaissona-ex-seleka-bozize>).

¹³³ Ce dernier a été arrêté en 2015 pour viol après s'être enfui en RDC.

¹³⁴ Selon [REDACTED] Ngaïssona voulait l'assassiner en raison de leurs divergences. Entretien de l'auteur avec [REDACTED] 2014.

transition pour quitter le pouvoir en octobre 2014.¹³⁵ Les détournements financiers ont aussi joué un rôle dans ces rivalités internes. De nombreux chefs anti-balaka ont reproché à Ngaiissona, d'avoir conservé l'argent distribué au forum de Brazzaville en juillet 2014 pour lui-même.

72. Sur le terrain, les miliciens anti-balaka étaient aussi divisés. Du côté des ex-FACA, leur ligne de clivage recoupait celle du légalisme et de la restauration du régime de Bozizé. La fuite de la Seleka et l'annonce de la reformation de l'armée et de la réintégration des ex-FACA faite par Samba-Panza ont convaincu certains de jouer la carte du gouvernement de transition (à l'instar de Kamizoulay qui a appelé les ex-FACA à rejoindre l'armée lors d'une conférence de presse le 30 juillet 2014) tandis que ceux qui étaient les plus proches de Bozizé ou/et qui estimaient pouvoir s'enrichir en continuant le combat ont préféré rester dans les anti-balaka. Il en a été de même pour les jeunes miliciens : beaucoup ont vu dans leur nouveau statut de « patriotes » un mode de vie lucratif tandis que d'autres ont préféré abandonner la lutte. L'élément ethnique a aussi joué, les anti-balaka n'étant pas seulement des Gbaya en 2014.
73. L'absence de leadership unifié a eu pour conséquences l'absence d'effectivité de leurs décisions et la multiplication des affrontements entre anti-balaka au cours de l'année 2014. Ainsi l'accord que Joachim Kokaté avait négocié en mars 2014 à la demande du gouvernement de transition pour mettre fin à l'enclave de Boda est resté lettre morte. La plupart du temps les affrontements entre groupes anti-balaka étaient motivés par des questions de répartition du butin pillé et de contrôle de check-points. A Nola, ces anti-balaka qui s'étaient installés chez des commerçants originaires de l'Ouham et de l'Ouham Pende venus travailler dans la foresterie dans les années 1990, ont finalement dû quitter les lieux, chassés par la population. Par ailleurs, à Bayanga, les anti-balaka dirigés par Mboya Aubain venus avec des ordres de mission de Maxime Mokom et de Ngaiissona ont également été très impopulaires et ont dû s'en aller.¹³⁶ A Bambari, les affrontements étaient fréquents entre groupes anti-balaka qui fonctionnaient comme des gangs et s'efforçaient de contrôler un territoire. Il en était de même à Bangui où les groupes anti-balaka d'Andilo et de Guy Mazimbélet se sont affrontés dans le quartier de Boy-Rabe en août et dans le 8e arrondissement en septembre 2014.¹³⁷
74. En effet, du fait de l'absence de ressources financières des formations politiques anti-balaka pour entretenir leurs miliciens et de l'état d'anarchie de la Centrafrique depuis le début 2013, le mouvement anti-balaka a rapidement basculé dans la criminalité. De la fin de l'année 2013 à la fin de l'année 2014, les anti-balaka ont mené une campagne systématique de vols de bétail dans tout l'ouest de la Centrafrique et se sont adonnés au banditisme local, notamment sur la route principale Bangui-Garoua Boulai (racket et vol des camionneurs). Ils ont même effectué des incursions en territoire camerounais pour piller et faire des kidnappings. En avril 2014 par exemple, environ 180 éléments anti-balaka venus de Gaïgo dans l'Ouham-Pende ont attaqué la localité camerounaise de Ngaoui juste de l'autre côté de la frontière. En 2014, Bangui a été mis en coupe réglée par les divers groupes d'anti-balaka comme elle l'avait été en 2013 par les miliciens de la Seleka. Caporal-chef dans les Forces armées centrafricaines, Alfred Yekatom, alias

¹³⁵ Centrafrique-Presse.com, Centrafrique: les anti-balaka demandent à leurs représentants de quitter le gouvernement, 7 octobre 2014 (<http://centrafrique-presse.over-blog.com/2014/10/centrafrique-les-anti-balaka-demandent-a-leurs-representants-de-quitter-le-gouvernement.html>).

¹³⁶ Entretien de l'auteur avec un haut gradé des Forces armées centrafricaines (FACA).

¹³⁷ Rapport final du groupe d'experts sur la République centrafricaine créée par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité, 29 octobre 2014.

« colonel Rombhot » (ou Rambo), s'est installé à la sortie de Bangui sur la route de la Lobaye à la fin 2013. Avec quelques centaines de miliciens, il contrôlait le quartier de Boeing dans le 6^{ème} arrondissement, la commune de Bimbo et une douzaine de points de passage, notamment le pont sur la rivière Oubangui reliant Bimbo et Bangui à Mbaïki, le chef-lieu de la préfecture de la Lobaye (en février 2016, il a d'ailleurs été élu député de la circonscription de Mbaïki II).¹³⁸ Ce contrôle de l'axe routier sud très fréquenté par les camions lui permettait de se financer aisément et de lancer des attaques contre le PK5.¹³⁹ De même que le PK5 était le quartier général des groupes armés musulmans, Boy-Rabe est devenu en 2014 celui des groupes anti-balaka. A l'instar de la Seleka, ils se sont spécialisés dans le vol de voitures et de motos. Les propriétaires venaient parfois à Boy-Rabe racheter leurs voitures quand elles n'étaient pas déjà acheminées vers le Cameroun.

75. La criminalité généralisée entretenue par les anti-balaka à Bangui a eu pour effet la multiplication des règlements de comptes violents entre eux (notamment dans le quartier de Boy-Rabe) et leur perte progressive de légitimité populaire. Dans certaines villes de l'ouest du pays et dans la capitale, la population a cessé d'appeler les jeunes anti-balaka des « patriotes » pour les appeler des « criminels » et a repris à son compte la distinction entre les « vrais » et les « faux » anti-balaka développée par des leaders anti-balaka (dont Ngaïssona) pour justifier leur incapacité à contrôler une partie des éléments sur le terrain et s'en distancier.¹⁴⁰ Selon leur rhétorique, les vrais anti-balaka sont ceux qui ont lutté contre la Seleka et les faux sont ceux qui sont apparus après la défaite de la Seleka et font du banditisme sous prétexte de lutte contre la Seleka.¹⁴¹ Toujours selon leur rhétorique, les musulmans tués par les anti-balaka étaient toujours des complices de la Seleka et, quand les victimes n'étaient pas musulmanes, il s'agissait des éléments incontrôlés ou des faux anti-balaka. Ce changement de perception et la perte de popularité sont la conséquence de l'exaspération des populations face à la délinquance quotidienne des anti-balaka qui ont chassé la Seleka mais l'ont malheureusement remplacée. Le mouvement anti-balaka a fini par désigner une pléiade de groupes locaux sans agenda politique, sans allégeance stable et dont le seul point commun est le goût pour le banditisme.

¹³⁸ Libération, Les anti-balaka, des gris-gris contre Djotodia, 25 décembre 2013

(https://www.liberation.fr/planete/2013/12/25/les-anti-balaka-des-gris-gris-contre-djotodia_968923).

¹³⁹ Alfred Yekatom a été arrêté par les forces internationales le 23 juin 2014 puis libéré. Un rapport estime que chaque barrage lui rapportait 200\$ par semaine. IPIS, Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine, novembre 2014.

¹⁴⁰ «Ce qu'on voit dans les quartiers, ce sont des règlements de comptes. Les anti-balaka ne sont pas des assassins, ni des pillards. Il faut combattre ces voyous. Il faudrait associer les vrais anti-balaka pour combattre ces faux anti-balaka!» dit-il. Propos de Ngaïssona extrait de l'article suivant : 20 Minutes, Centrafrique: les anti-balaka dénoncent l'«ingratitude» des nouvelles autorités, 10 février 2014 (<https://www.20minutes.fr/monde/1294766-20140210-20140210-centrafrique-anti-balaka-denoncent-ingratitude-nouvelles-autorites>).

¹⁴¹ Jeune Afrique, Centrafrique : Ngaïssona et l'avenir politique des anti-balaka, 5 août 2014 (<https://www.jeuneafrique.com/47732/politique/centrafrique-ngaessona-et-l-avenir-politique-des-anti-balaka/>).

Typologie des crimes commis par les anti-balaka¹⁴²

- Attaques contre les musulmans et les miliciens de la Seleka
- Attaques contre les forces internationales (MISCA et Sangaris)
- Attaques contre les escortes internationales de musulmans en fuite
- Règlements de comptes entre anti-balaka
- Viols
- Meurtres
- Kidnappings
- Pillages
- Racket (surtout grâce à des check-points sur les routes appelés les « barrières »)
- Vols (voitures, motos, bétail, etc.)
- Destructures de bâtiments religieux et non-religieux

Annexes

Que signifie l'expression « les libérateurs » dans le contexte du coup d'Etat de François Bozizé de 2003 ?

Ont été dénommés les « libérateurs » les combattants qui ont aidé François Bozizé à faire son coup d'Etat en 2003. Parti du Tchad et entrant en Centrafrique par l'Ouham, ce dernier était accompagné d'une force composée de combattants originaires en partie de ce pays et du nord de la RCA et majoritairement musulmans (par exemple Al-Khatim, un membre d'une tribu du Salamat arabophone, et Abakar Sabone, un rebelle originaire de la Vakaga à la tête du Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice). On retrouve parmi eux des anciens membres de l'armée centrafricaine qui avaient déserté mais aussi de nombreux tchadiens, anciens militaires, bandits ou miliciens. Combattants aguerris, ces derniers ont au début de son règne constitué sa garde présidentielle mais ils ont vite déchanté. Il y a eu un bref clash entre les « libérateurs » et l'armée centrafricaine et les forces de la CEMAC en avril 2004. Si certains ont été intégrés dans l'armée, d'autres ont trouvé que leur « nouvel emploi » n'était pas à la hauteur de leurs attentes et des promesses qui leur avaient été faites¹⁴³. Ils ont quitté Bangui dès 2004. Ceux qui sont restés ont été progressivement marginalisés par de nouveaux recrutements d'éléments centrafricains, et notamment gbaya, l'ethnie de François Bozizé. Les « libérateurs » ont donc constitué la première garde présidentielle mais leur présence à Bangui était problématique aux plans politique, sécuritaire

¹⁴² Cette typologie est issue des entretiens de l'auteur et des multiples rapports concernant la période 2013-2015 : Human Rights Watch, République centrafricaine : Les musulmans sont pris au piège dans des enclaves, 22 décembre 2014 ; International Crisis Group, La face cachée du conflit centrafricain, 12 décembre 2014 ; International Crisis Group, les racines de la violence, 21 septembre 2015 ; Rapport final du groupe d'experts sur la République centrafricaine créée par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité, 29 octobre 2014 ; Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Centrafrique : « ils doivent tous partir ou mourir », juin 2014 ; Rapport du projet mapping documentant les violations graves du droit international, des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République centrafricaine de janvier 2003 à décembre 2015, Nations Unies, mai 2017 ; IPIS, Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine, novembre 2014 ; Amnesty International, République centrafricaine : il est temps de rendre des comptes, 2014 ; . Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Rapport de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, 24 juillet 2015.

¹⁴³ Jeune Afrique, Envahissants « libérateurs », 26 avril 2004 (<https://www.jeuneafrique.com/70559/archives-thematique/envahissants-lib-rateurs/>).

et ethnique. La majorité d'entre eux ont donc été « démobilisés » et priés de quitter Bangui, voire de retourner chez eux au Tchad, après avoir reçu un pécule financier. Ils sont venus alimenter le monde du banditisme rural (zarguinass) qui opéraient à la frontière tchado-centrafricaine.¹⁴⁴ Les autres ont été supplantés progressivement par des combattants de la même affiliation ethnique et nationale que le président.¹⁴⁵

Proches de Bozize identifiés au Cameroun au début de l'année 2014¹⁴⁶ :

- Achille Berofe, directeur de l'agence de régulation des télécommunications
- Capitaine Eric Danboy
- Capitaine Koudemon Olivier
- Capitaine Ngaikossé Eugène
- Capitaine Sendiko
- Capitaine Steve Yambete
- Célestin Namkpeya directeur général du service de la bourse
- Colonel Dazoumi
- Colonel Lengbe Thierry
- Commissaire de police Feimonazoui
- Damas Namgana
- David Gbanga (DG de la radio centrafricaine)
- Docteur Nombet, directeur général du laboratoire national
- Francis Bozize, ex ministre de la défense
- Landry Touaboy, ex consul de la Centrafrique en Chine
- Lieutenant Jules Feikouman
- Mbathes Olivier Jean Constatin (Porte-parole de la jeunesse KNK)
- Sani Yalo

Les militaires bozizistes basés au Cameroun ont contribué à la prise en main militaire des groupes anti-balaka au dernier trimestre de l'année 2013 en s'infiltrant en RCA. Le Cameroun leur a servi de

¹⁴⁴ Thierry Vircoulon, Ecosystème des groupes armés en Centrafrique, Notes de l'IFRI, avril 2020 (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf) et M. Debos, « Quand les "libérateurs" deviennent des "bandits". Guerre et marginalisation sociale à la frontière tchado-centrafricaine », in R. Bazenguissa-Ganga et S. Makki (dir.), Sociétés en guerre. Ethnographie des mobilisations violentes, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2012.

¹⁴⁵ International Crisis Group, les racines de la violence, 21 septembre 2015.

¹⁴⁶ [REDACTED]

base-arrière et permis de faire des aller-retours en territoire centrafricain.¹⁴⁷ Il convient de noter qu'en 2013 François Bozizé a résidé au Cameroun.¹⁴⁸

¹⁴⁷ Idem.

¹⁴⁸ RFI, RCA: la «nouvelle vie» de François Bozizé, exilé au Cameroun, 17 mai 2013 (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130517-francois-bozize-exil-cameroun-djotodia-bangui-miskine-hilton-tchad-rca>).